

Extrait du site An@rchisme et non-violence2

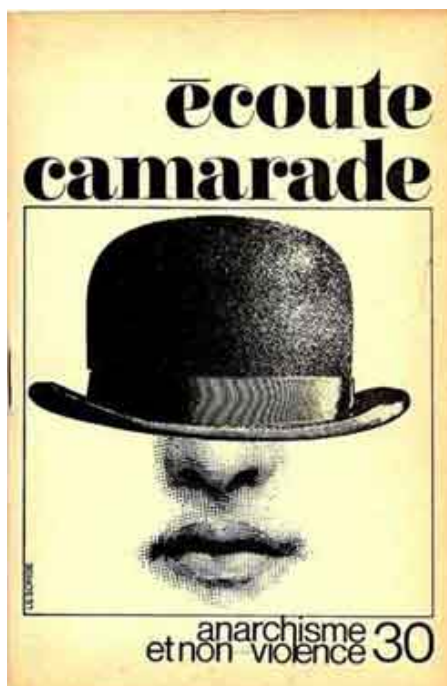
<http://anarchismenonviolence2.org>

ANV, n° 30, Ecoute camarade !

- Archives - ANV, la revue, le groupe - ANV (1965 à 1974) -

Date de mise en ligne : dimanche 1er juin 2008

An@rchisme et non-violence2



Sommaire

Pourquoi ce texte ? 2

Écoute camarade ! 6

Les limites historiques du marxisme, 10

Le mythe du prolétariat, 13

Le mythe du parti, 23

Les deux traditions, 35

Pourquoi ce texte ?

Le texte que nous présentons dans ce numéro n'a pas été élaboré par notre « groupe ». Notre seul travail aura été d'en assurer une diffusion plus large en français. Ecrit par Murray Bookchin* pour la revue « Anarchos » de New York, il a été traduit par des camarades des Beaux Arts de Paris, ronéotypé, et apporté à Strasbourg par un camarade venant de Nice. Il a échoué à la Librairie Bazar Coopérative où l'un d'entre nous l'a récupéré. Ce n'est certes pas le premier texte qui fait un tel voyage et cela n'a pas suffi pour que nous le publions. C'est sur les raisons de cette publication qu'il faut s'expliquer.

Le titre original était « Ecoute marxiste ! ». Nous l'avons changé. Il était destiné aux marxistes de tout poil. Nous le considérons comme un élément important, comme une contribution fondamentale au débat existant actuellement au sein du mouvement anarchiste. Contradiction de surface ? Non, problème de fond.

Le débat en cours porte essentiellement sur le problème de l'organisation, ce qui n'est absolument pas neuf. De telles discussions existent depuis qu'il y a des anarchistes : ce qui d'ailleurs en montre bien les limites. En effet, de tels débats interviennent après que des crises importantes eurent montré tout à la fois que l'intuition des anarchistes et le mouvement populaire se rejoignaient dans les premiers jours d'une crise révolutionnaire, mais que, par la suite, leur non-structuration les empêchait de pouvoir impulser les événements d'une façon libertaire. Les masses étaient alors récupérées par les tendances autoritaires, c'est-à-dire les marxistes-léninistes. Expliquant alors la cause de leur échec par le fait de leur non-organisation, on a vu et on voit toujours des camarades essayer de conjuguer l'esprit libertaire avec la création d'une organisation efficace pour ne pas dire léniniste. A ce propos, le mode d'organisation proposé par ce texte semblera idéal, et c'est là que le bât blesse. Un camarade disait que ce texte apparaîtrait comme bien trop favorable aux anarchistes alors que la réalité est différente.

Une question fondamentale se pose : Comment, avec des théories si intéressantes, le mouvement anarchiste peut-il apparaître si fangeux ? Il serait vain de vouloir passer en revue les différents groupes et leurs problèmes, un article fort intéressant du dernier « Recherche libertaire », le fait d'une façon très pertinente. Un de nos prochains numéros écrit par un camarade extérieur au « groupe » posera « la Question anarchiste ».

Nous ne destinons pas ce texte aux marxistes-léninistes parce que nous n'avons aucun dialogue en cours avec eux, ce serait donc parler dans le vide. En fait, nous pensons que ce texte s'adresse à tous ceux qui, non étiquetés, pensent comme on le leur a appris qu'il est nécessaire, pour mener à bien une révolution, d'avoir un organe central de décision et de direction. Il s'adresse aussi à ceux qui, au contraire, sachant ce à quoi conduisent les révolutions de parti, pensent que la révolution procède du domaine du rêve et acceptent la situation comme interchangeable.

Nous avons modifié le titre parce que nous savons qu'il existe un courant de marxistes appelé, à tort ou à raison, « communistes de conseils », dont les positions ont peu à voir avec celles des marxistes-léninistes. L'auteur de ce texte ne les connaîtrait-il pas ? Ces marxistes, ce sont les gauchistes historiques ; c'est contre eux que Lénine vitupère dans « la Maladie infantile du communisme ». Ils n'ont que peu à faire, si ce n'est rien, avec les gauchistes d'aujourd'hui.

De même façon que précédemment, il vaut mieux renvoyer ceux de nos lecteurs qui seraient intéressés à l'excellent livre de R. Gombin, « les Origines du gauchisme », paru dans la collection « P » au Seuil. De l'avis de certains d'entre nous, c'est de chez eux que peut venir la possibilité d'un dépassement de l'anarchisme et du marxisme traditionnels. Sur le fond, que dire du texte que nous publions ? Peu de choses, car la publication se fait avant que nous en ayons réellement discuté entre nous. Il ne fait pourtant aucun doute que le problème le plus important est celui du rôle du prolétariat. Pour « Anarchos », comme pour la revue marxiste « Invariance », il y a une nouvelle classe en formation ; cette nouvelle classe contient en elle-même sa négation, c'est une classe non-classe, issue de la dissolution de la société euro-nord-américaine, conséquence de la prolétarisation des couches moyennes de la société. Le débat est là, beaucoup plus qu'à propos de la validité du marxisme et du problème de l'organisation.

Ce texte est un jalon dans la réflexion entreprise par quelques-uns d'entre nous depuis peu de temps.

Anarchistes non violents, nous avons essayé de sortir la non-violence de sa gangue religieuse, de lui donner une dimension radicale en l'associant à ce qui nous paraissait être sa suite logique au niveau économique et social, à savoir l'anarchisme. Nous pensons avoir avancé dans ce sens. On peut dire qu'il existe aujourd'hui un courant anarchiste non violent d'ailleurs indépendant de nous. Ce qui n'existait pas il y a encore quatre ans. Maintenant, se pose à nous le problème de l'anarchisme, non pas en tant qu'idéologie, ce qu'il est si peu, mais en tant que moyen

de compréhension de la réalité sociale, ce que d'aucuns appellent le mouvement réel du prolétariat et des organes autonomes qu'il se donne dans sa lutte contre le capital. Organes dont les plus connus sont appelés conseils ouvriers.

Comité de rédaction de ce numéro.

[Note]

* Participe à la revue américaine « Anarchos », auteur d'un récent recueil d'essais intitulé « Post-scarcity Anarchism » (« l'Anarchisme post-pénurriel », non traduit en français), Ramparts Press Ed.

« Murray Bookchin est anarchiste-communiste, humaniste et révolutionnaire. Il a ajouté à la tradition un nouveau trait : il est aussi écologiste. » (« Win Magazine », 15 novembre 1971)

« Ayant rompu avec Bookchin déjà depuis décembre 1967 au sujet de son ardente défense de militants sacrificiels et de mystiques, nous ajouterons seulement que nous nous intéressons aux individus consciemment engagés dans la négation de la société de classes (qui, pour Bookchin, n'existe pas, ou, si elle existe, n'a pas d'importance). » (« Situationist International », n° 1, juin 1969).

Note du traducteur sur les organisations marxistes et révolutionnaires américaines.

Indépendant Socialist Clubs, Youth Against War and Fascism et Progressive Labor sont des organisations plus ou moins centralisées qui se réclament du marxisme et recrutent principalement sur les campus. Les Marxist Clubs et les Socialist Clubs des campus sont généralement des regroupements apparemment décentralisés de jeunes socialisants ou qui se croient tels ; fortement noyautés par un des mouvements trotskystes.

Un « chapter » est généralement la branche locale d'une organisation nationale ; un « committee » est un regroupement provisoire de personnes diverses et pour poursuivre un objectif donné.

Drum (Dodge Revolutionary Union Movement) est l'un des groupuscules syndicalistes les plus connus. Il opère principalement parmi les ouvriers noirs de la région de Detroit.

Le SDS (Students for a Democratic Society) fut le premier véritable essai de rassemblement (en une seule organisation très décentralisée) des diverses tendances de la Nouvelle Gauche (blanche) au début des années soixante. Le SDS s'est scindé en plusieurs mouvements au cours de l'été 69 à la suite, selon les uns, des manoeuvres du PL, dénoncées par les auteurs de ce texte. L'un des segments résultant de cette scission est les Weathermen qui pratiquèrent la guérilla urbaine pendant un an.

Il serait vain de vouloir expliquer ce qui sépare les diverses organisations et factions d'obédience marxiste. Le SDS comprenait des marxistes et des non-marxistes, et tous les marxistes n'étaient pas dans le SDS, et ce d'autant plus que nombre d'entre eux se réclament du trotskisme et qu'ils sont nés des multiples excommunications dont cette tendance est coutumière (ndt).

Écoute camarade !

Toutes les vieilles conneries des années trente nous reviennent. Tous les poncifs sur « la ligne de classe », « le rôle de la classe ouvrière », les « cadres », le « parti d'avant-garde », et la « dictature du prolétariat ». Et sous une forme encore plus vulgarisée. Le Progressive Labor n'en est pas le seul exemple, c'est seulement le pire. On perçoit la même connerie dans les réunions de cellules, les comités ouvriers, le bureau national du SDS, les divers clubs marxistes et socialistes dans les universités, sans parler du « Militant Labor Forum », de Clubs Socialistes Indépendants et de la Jeunesse contre la guerre et le fascisme.

Dans les années trente, au moins, ça se comprenait. Les Etats-Unis étaient paralysés par la crise économique chronique la plus profonde et la plus longue de leur histoire. Les grandes offensives d'organisation des non-syndiqués menées par le CIO, leurs spectaculaires grèves sur le tas, leur militantisme et leurs heurts sanglants avec la police paraissaient être les seules forces vivantes capables de s'attaquer aux murs du capitalisme. Le climat politique mondial était électrisé par la guerre civile espagnole, la dernière des révolutions ouvrières classiques. A ce moment-là, toutes les sectes de la gauche américaine pouvaient s'identifier à leurs propres colonnes à Madrid et à Barcelone. C'était il y a trente ans. C'était l'époque où on aurait considéré comme dingue quiconque aurait crié « Faites l'amour, pas la guerre ». On criait plutôt « Faites des emplois, pas la guerre » ; le cri d'un âge dominé par la pénurie économique. C'était l'époque où la réalisation du socialisme exigeait des « sacrifices » et une longue « période de transition » vers une économie d'abondance matérielle. Pour un type de dix-huit ans en 1937, la notion même de cybernétique appartenait à la science-fiction, un rêve comparable à l'odyssée spatiale. Ce type de dix-huit ans a maintenant cinquante ans et ses racines plongent dans une époque si lointaine qu'elle diffère qualitativement des réalités de l'Amérique contemporaine. Le capitalisme est devenu un capitalisme partiellement étatique, que l'on pouvait à peine entrevoir il y a trente ans.

Et on voudrait que nous retournions aux « analyses de classes », aux « stratégies », aux « cadres » et aux modes d'organisation de cette lointaine époque, au mépris complet des problèmes nouveaux et des possibilités nouvelles qui sont apparus depuis !

Quand apprendrons-nous à créer un mouvement révolutionnaire tourné vers le futur au lieu du passé ? Quand commencerons-nous à tirer la leçon de ce qui est en train de naître plutôt que de ce qui meurt ? C'est exactement ce que Marx essayait de faire à sa manière. Pendant les années 1840 et 1850, il essaya d'insuffler un esprit futuriste au mouvement révolutionnaire : « La tradition de toutes les générations mortes opprime comme un cauchemar l'esprit des vivants, écrivait-il dans « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ». Et c'est justement quand ils semblent révolutionner eux-mêmes et les choses qui les entourent, quand ils créent quelque chose de complètement neuf, c'est précisément à de tels moments de crise révolutionnaire qu'ils appellent anxieusement à leur aide les esprits du passé et leur empruntent des noms, des slogans et des costumes pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire du monde sous un déguisement traditionnel et avec un langage emprunté. C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la révolution de 1789 à 1814 se drape successivement dans le costume de la République romaine, puis dans celui de l'Empire romain, et que la Révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793 à 1795... La révolution sociale du XIXe siècle ne peut tirer sa poésie du passé mais seulement du futur. Elle ne saurait naître que débarrassée de toute superstition passéiste... Pour atteindre son propre contenu la révolution du XIXe doit laisser les morts enterrer les morts. La forme débordait le contenu ; que le contenu déborde la forme ! »

En est-il autrement aujourd'hui que nous approchons du XXIe siècle ? Les morts marchent de nouveau parmi nous, drapés dans le nom de Marx, l'homme qui voulait enterrer les morts du XIXe siècle. La révolution contemporaine ne sait que parodier, à son tour, la révolution d'Octobre 1917 et la guerre civile de 1918-1920, avec ses « analyses de classes », son parti bolchevique, sa « dictature du prolétariat », sa moralité puritaine, et même son slogan « Tout le pouvoir aux soviets ». La révolution contemporaine totale, multidirectionnelle, qui saura finalement résoudre la « question sociale » née de la pénurie, de la domination et de la hiérarchie, suit la tradition des révolutions

unidimensionnelles, partielles, incomplètes, du passé, qui ne firent que transformer la « question sociale » en remplaçant une hiérarchie, un système de domination par un autre. Au moment où la société bourgeoise elle-même est en train de désintégrer les classes sociales à qui elle devait sa stabilité, retentissent les cris trompeurs réclamant une « ligne de classe ». Au moment où toutes les institutions politiques de la société entrent dans une période de profonde décadence, retentissent les cris sans substance de « parti politique », « Etat ouvrier ». Au moment où la hiérarchie en tant que telle est remise en question, retentissent les cris : « cadres », « avant-garde », « leaders ». Au moment où la centralisation et l'Etat sont arrivés à un degré de négativité historique proche de l'explosion, retentissent les appels en faveur d'un « mouvement centralisé », et d'une « dictature du prolétariat ».

Cette recherche de la sécurité dans le passé, ces efforts pour trouver refuge dans un dogme fixé une fois pour toutes et dans une hiérarchie organisationnelle installée, tous ces substituts à une pensée et à une pratique créatrices, démontrent amèrement combien les révolutionnaires sont peu capables de « transformer eux-mêmes et la nature » (1), et encore moins de transformer la société tout entière. Le profond conservatisme des « révolutionnaires » du PL est d'une évidence douloureuse : le parti autoritaire remplace la famille autoritaire (2) ; le leader et la hiérarchie autoritaires remplacent le patriarche et la bureaucratie universitaire ; la discipline exigée par le mouvement remplace celle de la société bourgeoise ; le code autoritaire d'obéissance politique remplace l'Etat ; le credo de la « moralité prolétarienne » remplace les mœurs du puritanisme et l'éthique du travail. L'ancienne substance de la société d'exploitation reparaît sous une apparence nouvelle, drapée dans le drapeau rouge, décorée du portrait de Mao (ou de Castro ou de Che) et dans le petit livre rouge et autres litanies sacrées.

La majorité de ceux qui restent au PL aujourd'hui le méritent bien. S'ils sont capables d'accepter une organisation qui colle ses propres slogans sur des photos de militants d'autres partis en action ; s'ils acceptent de lire une revue qui demande si Marcuse est un « poulet ou une poule mouillée », s'ils acceptent de manipuler d'autres organisations grâce à des techniques dégueulasses empruntées aux fosses d'aisance du monde parlementaire et affairiste bourgeois ; s'ils acceptent de parasiter toutes les actions et toutes les situations politiques pour promouvoir la croissance de leur propre parti, même si c'est au prix de l'échec de l'action parasitée ; s'ils acceptent tout cela, ils sont au-dessous de tout mépris. Que ces gens-là s'appellent des « rouges » et baptisent « chasse aux sorcières » toute attaque contre eux, est du maccarthysme à l'envers. Pour plagier la succulente description du stalinisme que l'on doit à Trotsky, ils représentent la syphilis de la jeune gauche d'aujourd'hui. Et pour la syphilis, il n'y a qu'un traitement : les antibiotiques, pas la discussion.

Nous nous adressons ici aux révolutionnaires honnêtes, qui se sont tournés vers le marxisme, le léninisme ou le trotskisme parce qu'ils cherchent ardemment une perspective sociale cohérente et une stratégie révolutionnaire efficace. Nous nous adressons aussi à tous ceux que l'arsenal théorique de l'idéologie marxiste impressionne et qui, en l'absence d'alternative systématique, se sentent disposés à flirter avec elle. A ceux-là, nous nous adressons comme à des frères et à des soeurs et nous leur demandons d'accepter de participer à une discussion sérieuse et à une réévaluation d'ensemble. Nous croyons que le marxisme a cessé d'être applicable à notre temps, non parce qu'il est trop visionnaire ou trop révolutionnaire, mais parce qu'il n'est ni assez visionnaire ni assez révolutionnaire. Nous croyons qu'il est né d'une période de pénurie et qu'il constitue une brillante critique de cette période et particulièrement du capitalisme industriel ; nous pensons qu'une période nouvelle est en train de naître que le marxisme n'avait pas adéquatement cernée et dont les contours ne furent anticipés que partiellement et de manière biaisée. Nous prétendons que le problème n'est ni d'abandonner le marxisme ni de l'annuler, mais de le transcender dialectiquement comme Marx transcende la philosophie hégélienne, l'économie ricardienne et la tactique et l'organisation blanquistes. Nous avançons que, à un stade de développement du capitalisme plus avancé que celui dont traita Marx il y a un siècle, et à un stade de développement technologique plus avancé que ce que Marx aurait pu anticiper, une critique nouvelle est nécessaire. De celle-ci sortiront de nouveaux modes de lutte, d'organisation, de propagande, et un style de vie nouveau. Appelez ceux-ci comme vous voudrez, même « marxisme » si le mot vous pend aux lèvres comme une croûte. Nous avons choisi de les nommer anarchie post-pénurielle pour un certain nombre de raisons qui deviendront plus claires dans les pages qui suivent.

[Notes]

1. Voir « Thèses sur Feuerbach ».

2. Reich l'avait-il pressenti ?

* * *

Les limites historiques du marxisme

C'est une idée totalement absurde que de penser qu'un homme, qui a réalisé ses travaux théoriques majeurs entre 1840 et 1880, ait pu « prévoir » la dialectique complète du capitalisme. Si nous pouvons toujours apprendre beaucoup des analyses de Marx, nous pouvons apprendre encore plus à partir des erreurs que devaient commettre inévitablement des hommes dont la pensée était limitée par une ère de pénurie matérielle et une technologie qui exigeait à peine l'emploi de l'électricité. Nous pouvons apprendre combien notre propre époque est différente de celles de toute l'histoire passée, combien les potentialités auxquelles nous sommes confrontés sont qualitativement neuves, et combien uniques sont les problèmes, les analyses et la praxis auxquels nous aurons à faire face si nous voulons faire une révolution et non un autre avortement historique.

Il ne s'agit pas de savoir si le marxisme est une « méthode » qui doit être réappliquée à une nouvelle situation, où s'il faut élaborer un « néo-marxisme » pour surmonter les limitations du « marxisme classique ». C'est une mystification pure et simple que d'essayer de sauver le label marxiste en donnant la prépondérance à la méthode sur le système, ou en ajoutant « néo » à un mot sacré, si toutes les conclusions pratiques du système contredisent platement ces efforts (3). C'est pourtant ce qui préoccupe les exégètes marxistes à l'heure actuelle. Les marxistes s'appuient sur le fait que le système fournit une interprétation remarquable du passé, pour ignorer volontairement qu'il se fourvoie totalement lorsqu'il s'occupe du présent et de l'avenir. Ils citent la cohérence que le matérialisme historique et l'analyse de classe ont donné à l'interprétation de l'histoire, les analyses économiques que « le Capital » a fournies à propos du développement du capitalisme industriel, l'intérêt des analyses de Marx sur les premières révolutions, et les conclusions tactiques qu'il en a tirées ; ils citent tout cela sans jamais une seule fois reconnaître que des problèmes qualitativement neufs sont apparus, qui n'existaient même pas à son époque. Est-il concevable que les problèmes et les méthodes historiques de l'analyse de classe, basés entièrement sur une inévitable pénurie, puissent être transplantés à une époque d'abondance potentielle et même de superfluité matérielle submergeante ? Est-il concevable qu'une analyse économique, centrée essentiellement sur un système de « libre concurrence » du capitalisme industriel puisse être transférée à un système planifié de capitalisme, dans lequel l'Etat et les monopoles s'allient pour manipuler la vie économique ? Est-il concevable qu'un arsenal tactique et stratégique, formulé à une époque où l'acier et le charbon constituaient les bases de la technologie industrielle, soit appliqué à une époque basée sur des sources d'énergie radicalement nouvelles, sur l'électronique, sur la cybernétique ?

Un corpus théorique, qui était libérateur il y a un siècle, est devenu de nos jours une camisole de force. On nous demande de nous concentrer sur la classe ouvrière comme « agent » révolutionnaire à une époque où le capitalisme produit visiblement des révolutionnaires virtuellement dans toutes les couches de la société, et particulièrement parmi la jeunesse.

On nous demande d'élaborer nos méthodes tactiques en fonction d'une « crise économique chronique » à venir, malgré le fait qu'aucune crise semblable n'a eu lieu depuis trente ans (4). On nous demande d'accepter une « dictature du prolétariat » une « longue période de transition » dont la fonction n'est pas simplement de supprimer les contre-révolutionnaires, mais surtout de développer une technologie d'abondance alors que cette technologie existe déjà. On nous demande d'orienter nos « stratégies » et nos « tactiques » en fonction de la pauvreté et de la

misère matérielle, à une époque où les sentiments révolutionnaires sont engendrés par la banalité de la vie dans des conditions d'abondance matérielle. On nous demande d'établir des partis politiques, des organisations centralisées, des hiérarchies et des élites « révolutionnaires », et un nouvel Etat, à une époque où les institutions politiques en tant que telles sont sur leur déclin, et où la centralisation, la hiérarchie, l'élitisme et l'Etat sont remis en question à une échelle jamais atteinte auparavant dans l'histoire de la société de propriété privée. On nous demande, en bref, de revenir au passé, de rapetisser au lieu de grandir, de faire entrer de force la réalité palpitante d'aujourd'hui, avec ses espoirs et ses promesses, dans le moule débilisant des préconceptions d'une époque dépassée. On nous demande de nous appuyer sur des principes qui ont été transcendés, non seulement théoriquement, mais par le développement même de la société. L'Histoire n'est pas restée immobile depuis que Marx, Engels, Lénine et Trotsky sont morts ; elle n'a pas non plus suivi la direction simpliste qui avait été prévue par des penseurs aussi brillants qu'ils fussent dont l'esprit était enraciné dans le dix-neuvième siècle ou les premières années du vingtième. Nous avons vu le capitalisme réaliser lui-même de nombreuses tâches qui étaient imparties au socialisme (le développement d'une technologie d'abondance) ; nous l'avons vu « nationaliser » des propriétés, fondre l'économie et l'Etat là où cela était nécessaire. Nous avons vu la classe ouvrière neutralisée en tant qu'« agent du changement révolutionnaire », malgré une lutte, constante, dans un cadre bourgeois pour des salaires plus élevés, des horaires plus courts et des bénéfices « sociaux ». (5)

La lutte des classes dans le sens classique n'a pas disparu ; elle a subi un sort bien plus morbide en étant cooptée dans le capitalisme. La lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés s'est déplacée vers un terrain historiquement nouveau : une lutte entre une génération jeune qui n'a pas connu de crise économique chronique et la culture, les valeurs et les institutions d'une génération plus vieille et conservatrice dont les perspectives de vie ont été formées par la pénurie, la culpabilité, la renonciation, l'éthique du travail et la poursuite de la sécurité matérielle. Nos ennemis ne sont pas seulement la haute bourgeoisie, et l'appareil d'Etat, mais aussi tout un courant qui trouve son soutien chez les libéraux, les sociaux-démocrates, les putes des media corrompus, les partis « révolutionnaires » du passé, et aussi pénible que cela puisse paraître aux acolytes du marxisme, les ouvriers dominés par la hiérarchie de l'usine, par la routine industrielle et par l'éthique du travail. Les divisions recourent aujourd'hui toutes les classes traditionnelles. Elles soulèvent un éventail de problèmes qu'aucun marxiste, s'appuyant sur des analogies avec les sociétés de pénurie, ne pouvait prévoir.

[Notes]

3. Le marxisme est surtout une théorie de la praxis, ou plutôt, en remettant les mots dans un ordre correct, une praxis de la théorie. C'est là la véritable signification de la transformation, par Marx, de la dialectique du plan subjectif (auquel les jeunes hégéliens voulaient borner la perspective d'Hegel), au plan objectif, de la critique philosophique à l'action sociale. Si la théorie et la praxis sont séparées, le marxisme n'est pas tué : il se suicide. C'est sa caractéristique la plus noble et la plus admirable. Les tentatives des crétins qui suivent le sillage de Marx pour garder vivant le système grâce à une mosaïque de corrections, d'exégèses et surtout d'érudition à la Maurice Dobb et à la George Novack, constituent des insultes dégradantes à la mémoire de Marx et une pollution infecte de toute son oeuvre. Voir dans « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

4. Les marxistes ne parlent plus beaucoup aujourd'hui ouvertement de « crise (économique) chronique du capitalisme » bien que ce concept soit le point central des théories économiques du marxisme vulgaire.

5. Ces « miettes », dit Lénine, permettant provisoirement de corrompre une frange du prolétariat : l'« aristocratie ouvrière ».

* * *

Le mythe du prolétariat

Laissons de côté tous les débris idéologiques du passé et allons directement aux racines théoriques du problème. La plus grande contribution de Marx à la pensée révolutionnaire de notre époque est sa dialectique du développement social : le grand mouvement qui, à partir du communisme primitif, et à travers la propriété privée, doit mener au communisme dans sa forme la plus aboutie une société communautaire fondée sur une technologie libératoire. D'après Marx, l'homme passe donc ainsi de la domination de l'homme par la nature, à la domination de l'homme par l'homme et, finalement, à la domination de la nature par l'homme et à l'élimination de la domination sociale en tant que telle (6). A l'intérieur de cette dialectique générale, Marx examine la dialectique du capitalisme lui-même, un système social qui constitue le dernier « stade » historique de la domination de l'homme par l'homme. Ici, Marx non seulement apporte une profonde contribution à la pensée de notre temps (particulièrement par sa brillante analyse des rapports marchands) (7), mais il exemplifie les limitations intellectuelles que le temps et l'espace imposent encore à la pensée contemporaine. La plus sérieuse de ces limitations est son essai d'explication de la transition du capitalisme au socialisme, d'une société de classes à une société sans classes. Il est extrêmement important de souligner le fait que cette explication a été élaborée presque entièrement par analogie avec la transition de la féodalité au capitalisme, c'est-à-dire d'une société de classes à une autre société de classes, d'un système de propriété à un autre. En conséquence, Marx note que, de même que la bourgeoisie s'est développée à l'intérieur de la féodalité à cause de l'antagonisme entre ville et campagne (ou plus précisément entre artisanat et agriculture), de même le prolétariat moderne se développe à l'intérieur du capitalisme grâce au progrès de la technologie industrielle. Ces deux classes, nous dit-on, possèdent des intérêts qui leur sont propres en fait des intérêts sociaux révolutionnaires qui les font se retourner contre l'ancienne société qui les a engendrées. Si la bourgeoisie s'est assuré le contrôle de la vie économique bien avant d'avoir renversé la société féodale, le prolétariat, quant à lui, obtient sa propre puissance révolutionnaire par le fait qu'il est « discipliné, unifié, organisé », par le système industriel (8).

Dans les deux cas, le développement des forces productives devient incompatible avec le système traditionnel des relations sociales, « le tégument éclate ». La vieille société est remplacée par la nouvelle. La question critique qui se pose alors est la suivante : peut-on expliquer la transition d'une société de classes à une société sans classes au moyen de la même dialectique qui rend compte de la transition d'une société de classes à une autre ? Il ne s'agit pas là d'un problème théorique où l'on jonglerait avec des abstractions logiques, mais au contraire d'un problème très réel et très concret de notre époque. Entre le développement de la bourgeoisie dans la société féodale, et celui du prolétariat à l'intérieur du capitalisme, il y a des différences profondes que Marx n'a pas réussi à prévoir ou à traiter avec clarté. La bourgeoisie contrôlait la vie économique bien avant de prendre le pouvoir d'Etat ; elle était devenue la classe dominante matériellement, culturellement et idéologiquement avant d'affirmer sa domination politique. Le prolétariat au contraire ne contrôle pas la vie économique. En dépit de son rôle indispensable dans le processus industriel, la classe ouvrière ne représente même pas la majorité de la population, et sa position économique stratégique est de plus en plus érodée par la cybernétique et les autres développements technologiques. (9)

Pour que le prolétariat se serve du pouvoir qu'il détient dans le cadre d'une révolution sociale, il faudrait qu'il passe par une prise de conscience extrêmement forte. Jusqu'à présent cette prise de conscience a été continuellement bloquée par le fait que le milieu industriel est l'un des derniers bastions de l'éthique du travail, du système hiérarchique de gestion, de l'obéissance aux chefs, et depuis peu, de la production engagée dans la fabrication de gadgets et d'armements superflus. L'usine ne sert pas seulement à « discipliner », « unifier » et « organiser » les travailleurs, elle le fait d'une manière totalement bourgeoise. Dans les usines, la production capitaliste non seulement reproduit chaque jour de travail les relations sociales du capitalisme, comme Marx l'a noté, mais elle reproduit aussi la psyché, les valeurs et l'idéologie du capitalisme.

Marx avait suffisamment senti ce fait pour rechercher des raisons plus contraignantes que le simple fait de l'exploitation ou des conflits sur les salaires et les horaires, pour propulser le prolétariat vers une action révolutionnaire. Dans sa théorie générale de l'accumulation capitaliste, il essaya de décrire les dures lois objectives qui forcent le prolétariat à assumer un rôle révolutionnaire. En conséquence, il élaborait sa fameuse théorie de la paupérisation : la concurrence entre capitalistes les contraint à baisser les prix, ce qui conduit à une réduction continue des salaires et à un appauvrissement absolu des ouvriers. Le prolétariat est alors forcé de se révolter

parce que, avec le processus de concurrence et de centralisation du capital, « s'accroît la masse de misère, d'oppression, d'esclavage, de dégradation ». (10)

Mais le capitalisme n'est pas resté immobile depuis Marx. (11) On ne pouvait attendre de Marx, qui écrivait au milieu du XIXe siècle, qu'il saisisse toutes les conséquences de ses analyses sur la centralisation du capital et le développement de la technologie. On ne pouvait lui demander de prévoir que le capitalisme se développerait non seulement du mercantilisme aux formes industrielles dominant son époque, de monopoles commerciaux aidés par l'Etat en unités industrielles hautement compétitives, mais encore que, avec la centralisation du capital, il reviendrait à ses origines mercantiles à un plus haut niveau de développement et à des formes monopolistes aidées par l'Etat. L'économie tend à se fondre dans l'Etat et le capitalisme commence à « planifier » son développement au lieu de le laisser dépendre uniquement de la concurrence et des forces du marché. Le système n'abolit certainement pas la lutte de classes mais il s'arrange pour la contenir, utilisant ses immenses ressources technologiques pour assimiler les parties les plus stratégiques de la classe ouvrière.

Ainsi la théorie de la paupérisation se trouve totalement émoussée, et aux Etats-Unis la lutte de classes au sens traditionnel n'a pu se développer en guerre de classes. Elle se joue entièrement à l'intérieur d'un cadre bourgeois. Le marxisme devient en fait une idéologie. Il est assimilé par les formes les plus avancées du capitalisme d'Etat en particulier en Russie. Par une incroyable ironie de l'histoire, le « socialisme » marxien se révèle être en grande partie le capitalisme d'Etat lui-même, que Marx n'a pas su prévoir dans la dialectique du capitalisme. (12) Le prolétariat, au lieu de devenir une classe révolutionnaire au sein du capitalisme, se révèle être un organe du corps de la société bourgeoise.

La question que nous devons donc poser, aujourd'hui, est de savoir si une révolution qui cherche à réaliser une société sans classes peut naître d'un conflit entre des classes traditionnelles dans une société de classes, ou si une telle révolution sociale ne peut naître que de la décomposition des classes traditionnelles, en fait, de l'apparition d'une « classe » entièrement nouvelle, dont l'essence même est d'être une non-classe, « une couche en formation appelée (13) les révolutionnaires ». Pour répondre à cette question nous en apprendrons plus en retournant à l'ample dialectique que Marx a développée au sujet de la société humaine dans son ensemble, que par le modèle qu'il emprunte au passage de la société féodale à la société capitaliste. De même que les clans parentaux primitifs commençaient à se différencier en classes, de même de nos jours il y a une tendance à la décomposition des classes dans des sous-cultures complètement nouvelles qui, par certains côtés, s'apparentent à des relations non capitalistes. Ce ne sont plus des groupes strictement économiques ; en fait, ils reflètent la tendance du développement social à transcender les catégories sociales de la société de pénurie. Ils constituent en effet une pré-formation culturelle, d'une manière extrêmement grossière et sous une forme ambiguë, du mouvement de la société de pénurie vers les époques de post-pénurie.

Le processus de décomposition des classes doit être compris dans toutes ses dimensions. Le mot « processus » doit être souligné ici : les classes traditionnelles ne disparaissent pas ni, pour cette raison, la lutte de classes. Seule une révolution sociale peut supprimer la structure dominante de classes et les conflits qu'elle engendre. La lutte de classes traditionnelle cesse d'avoir des implications révolutionnaires : elle se révèle être la physiologie de la société dominante, non les douleurs d'un enfantement. En fait, la lutte de classes traditionnelle est une condition de base de la stabilité de la société capitaliste car elle « corrige » ses abus (salaires, horaires, inflation, emploi, etc.). Les syndicats se constituent eux-mêmes en contre-« monopoles » à l'encontre des monopoles industriels et sont incorporés dans l'économie néo-mercantiliste, institutionnalisée en tant qu'état (14). A l'intérieur de cet état, il règne des conflits plus ou moins importants, mais pris dans leur ensemble ils renforcent le système et servent à le perpétuer.

Renforcer cette structure de classes en discutant sur le « rôle de la classe ouvrière », renforcer cette lutte de classes traditionnelle en lui imputant un contenu révolutionnaire, infecter d'ouvriérisme le nouveau mouvement révolutionnaire de notre époque, est réactionnaire en soi. Combien de fois devra-t-on rappeler aux doctrinaires

marxiens que l'histoire de la lutte des classes est l'histoire d'une maladie, des blessures ouvertes par la fameuse « question sociale », du développement déséquilibré de l'homme essayant d'obtenir le contrôle sur la nature en dominant son semblable ? Si la retombée secondaire de cette maladie a été le développement technologique, le produit principal en a été la répression, une horrible effusion de sang humain, et une distorsion psychique terrifiante.

Alors que cette maladie touche à sa fin, alors que les blessures commencent à guérir dans leurs plus profonds replis, le processus se déploie maintenant vers sa plénitude ; les implications révolutionnaires de la lutte de classes perdent leur sens en tant que constructions théoriques et réalité sociale. Le processus de décomposition embrasse non seulement la structure traditionnelle de classes mais aussi la famille patriarcale, les méthodes autoritaires d'éducation, l'influence de la religion, les institutions de l'Etat, les moeurs engendrées par le labeur, la renonciation, la culpabilité et la sexualité réprimée. En bref, le processus de désintégration devient maintenant général et recoupe virtuellement toutes les classes, valeurs et institutions traditionnelles. Il crée des problèmes, des méthodes de lutte, des formes d'organisation entièrement nouveaux et nécessite une approche entièrement nouvelle de la théorie et de la praxis.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Examinons deux approches différentes, la marxienne et la révolutionnaire. Le doctrinaire marxien voudrait nous voir approcher l'ouvrier ou mieux, « entrer » dans l'usine pour l'endoctriner lui de préférence à n'importe qui d'autre. Pour quoi faire ? Pour donner à l'ouvrier une « conscience de classe ». Pour citer l'exemple le plus néanderthalien (celui du PL évidemment) : on se coupe les cheveux, on s'affuble de vêtements conventionnels, on abandonne le H pour les cigarettes et la bière, on danse conventionnellement et on affecte des manières « rudes ». Au PL chacun arbore une contenance sévère, figée et pompeuse (15).

On devient en bref la pire caricature de l'ouvrier : non pas un « petit bourgeois dégénéré », mais un bourgeois dégénéré. On devient une imitation de l'ouvrier dans la même mesure où l'ouvrier est une imitation de ses maîtres. De plus, derrière cette métamorphose de l'étudiant du PL en « ouvrier » du PL se cache un cynisme vicieux, car on essaye d'utiliser la discipline inculquée par le milieu industriel pour discipliner l'ouvrier dans le milieu du parti. On essaye d'utiliser le respect de l'ouvrier pour la hiérarchie industrielle pour lui faire épouser la hiérarchie du parti. On met en oeuvre ce procédé écoeurant qui, s'il réussissait, ne pourrait conduire qu'au remplacement d'une hiérarchie par une autre, en prétendant être concerné par les soucis économiques quotidiens des ouvriers. Même la théorie marxiste se trouve dégradée dans cette image avilie de l'ouvrier (Cf. n'importe quel numéro de « Challenge », le « New York Inquirer » de la « gauche ». Rien n'emmerde plus les ouvriers que cette littérature pourrie). A la fin, l'ouvrier est assez fin pour savoir qu'il obtiendra de meilleurs résultats dans la lutte de tous les jours à travers la bureaucratie syndicale qu'à travers la bureaucratie d'un parti marxiste (16).

Les années quarante ont révélé cela de façon si spectaculaire qu'en un an ou deux les syndicats ont réussi à vider par milliers les marxistes (pratiquement sans protestation de la base) qui avaient fait un travail considérable de déblaiement dans le mouvement ouvrier pendant plus d'une décennie, et jusque dans les postes les plus importants des organisations syndicales internationales.

En fait, l'ouvrier devient un révolutionnaire non pas en devenant plus ouvrier, mais en se débarrassant de sa « condition ouvrière ». Et en cela il n'est pas seul ; la même chose s'applique au paysan, à l'étudiant, à l'employé, au soldat, au bureaucrate, au professeur, et au marxiste. L'ouvrier n'est pas moins « bourgeois » que le paysan, l'étudiant, l'employé, le soldat, le bureaucrate, le professeur, et le marxiste. Sa « condition ouvrière » est la maladie dont il souffre, l'affliction sociale qui s'est cristallisée dans ses dimensions individuelles. Lénine l'avait compris dans « Que faire ? » mais il ne fit que s'introduire dans l'ancienne hiérarchie avec un drapeau rouge et un verbiage révolutionnaire. L'ouvrier commence à être révolutionnaire quand il se débarrasse de sa « condition ouvrière », quand il commence à détester ses statuts de classe hic et nunc, quand il commence à vomir les caractéristiques que précisément les marxistes apprécient le plus en lui : son éthique du travail, son caractère conditionné par la discipline industrielle, son respect de la hiérarchie, son obéissance au chef, sa consommation, ses vestiges de puritanisme.

Dans ce sens, l'ouvrier devient révolutionnaire dans la mesure où il se dépouille de ses statuts de classe et réalise une conscience de non-classe. Il dégénère, et il dégénère magnifiquement. Ce dont il se dépouille, c'est précisément de ces chaînes de classe qui le lient à tous les systèmes de domination. Il abandonne ces intérêts de classe qui l'enchaînent à la consommation, au pavillon de banlieue et à une vision de comptable de la vie (17).

Les événements les plus prometteurs dans les usines aujourd'hui c'est l'apparition de jeunes ouvriers qui fument le hasch, déconnent au travail, passent d'un emploi à un autre, se laissent pousser les cheveux, qui demandent plus de temps libre plutôt que plus d'argent, qui volent, qui harcèlent toutes les autorités, qui font des grèves sauvages, et qui contaminent leurs camarades de travail. Encore plus prometteuse est l'apparition de ce type humain dans les écoles commerciales et professionnelles qui sont les réservoirs de la classe ouvrière à venir. Dans la mesure où les ouvriers, les étudiants et les lycéens relient leur style de vie aux différents aspects de la culture anarchique des jeunes, dans cette mesure le prolétariat cessera d'être une force de conservation de l'ordre établi, pour devenir une force révolutionnaire.

C'est une situation qualitativement neuve qui surgit quand on a à faire face à la transformation d'une société de classes, répressive, fondée sur la pénurie matérielle, à une société sans classes, libératrice et fondée sur l'abondance matérielle. A partir des structures de classes traditionnelles en décomposition se crée un nouveau type humain, en nombre toujours plus grand : le révolutionnaire. Ce révolutionnaire commence à contester non seulement les prémisses économiques et politiques de la société hiérarchique, mais la hiérarchie en tant que telle. Non seulement il soutient la nécessité d'une révolution sociale, mais il essaye de vivre d'une manière révolutionnaire dans la mesure où cela est possible dans la société existante (18). Non seulement il attaque les formes dérivées de notre héritage de répression, mais il improvise de nouvelles formes de libération qui tirent leur poésie du futur.

Cette préparation du futur, cette expérimentation de formes de relations sociales libératrices, post-pénurrielles serait illusoire si le futur impliquait la substitution d'une société de classes par une autre. Par contre elle est indispensable si le futur, implique une société sans classes, bâtie sur les ruines, d'une société de classes. Qu'est-ce qui sera alors « l'agent » du changement révolutionnaire ?

Littéralement, la grande majorité de la société, venue de toutes les classes traditionnelles et fondue dans une force révolutionnaire commune par la décomposition des institutions, des formes sociales, des valeurs, des styles de vie de la structure de classe dominante. Typiquement, son élément le plus avancé est la jeunesse une génération qui, aujourd'hui, n'a pas connu de crise économique chronique, qui est de moins en moins tournée vers le mythe de la sécurité matérielle si répandu dans la génération des années trente.

S'il est vrai qu'une révolution ne peut être réalisée sans le soutien actif ou passif des ouvriers, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne peut être réalisée sans le soutien actif ou passif des paysans, des techniciens, des professeurs. Surtout, une révolution ne peut être réalisée sans le soutien de la jeunesse, dans laquelle la classe dominante recrute ses forces armées. En effet, si la classe dominante conserve sa puissance armée, la révolution est perdue, quel que soit le nombre d'ouvriers qui s'y seront ralliés. Ceci a été clairement démontré en Espagne dans les années trente, en Hongrie dans les années 50, et en Tchécoslovaquie dans les années 60. La révolution d'aujourd'hui par sa nature même, c'est-à-dire par sa recherche de la plénitude doit rallier non seulement les soldats et les ouvriers, mais la génération même où sont recrutés les soldats, les ouvriers, les paysans, les scientifiques, les professeurs et même les bureaucrates. En écartant les manuels de tactique du passé, la révolution du futur doit suivre les lignes de moindre résistance, creusant son chemin parmi les couches les plus sensibilisées de la population, quelle que soit leur « position de classe ». Elle doit se nourrir de toutes les contradictions de la société bourgeoise, non pas de contradictions préconçues, empruntées aux années 1860 ou 1917. A partir de là, elle attirera tous ceux qui ressentent le fardeau de l'exploitation, de la pauvreté, du racisme, de l'impérialisme, et aussi tous ceux dont la vie est gâchée par la sur-consommation, les banlieues résidentielles, les mass media, la famille, l'école, les supermarchés et la répression sexuelle généralisée. Alors la forme de la révolution deviendra aussi totale que son contenu : sans classes, sans propriété, sans hiérarchie, et totalement libératrice.

S'embarquer dans ce développement révolutionnaire armé des recettes usées du marxisme, radoter au sujet de « l'analyse de classe » et du « rôle de la classe ouvrière » revient à remplacer le présent et le futur par le passé. Brandir une telle idéologie agonisante en radotant au sujet des « cadres », du « parti d'avant-garde », du « centralisme démocratique » et de la « dictature du prolétariat », c'est de la contre-révolution pure et simple. C'est ce problème de la « question organisationnelle » la contribution vitale du léninisme au marxisme que nous allons maintenant examiner.

[Notes]

6. Pour des raisons écologiques, nous n'acceptons plus la notion de « domination de la nature par l'homme » dans le sens simpliste auquel pensait Marx il y a un siècle. A ce propos, voir « Ecologie et pensée révolutionnaire » « Anarchos », n° 1.

7. La pensée économique socialiste ne saurait être réduite au seul marxisme. On pourrait citer Proudhon (ndt).

8. Il est comique de voir que tous les marxistes qui parlent du « pouvoir économique » du prolétariat ne font en fait que reprendre * des positions anarcho-syndicalistes **, positions auxquelles Marx s'est toujours opposé avec aigreur. Marx ne s'intéressait pas au « pouvoir économique » du prolétariat, mais à son pouvoir politique : en particulier, au fait qu'il constituerait à terme la majorité de la population. Il était convaincu : que les travailleurs de l'industrie deviendraient révolutionnaires essentiellement du fait du dénuement matériel que devait obligatoirement engendrer la tendance de l'accumulation capitaliste ; que, organisés par le système industriel et disciplinés par la routine industrielle, ils deviendraient capables de constituer des syndicats et, surtout des partis politiques, qui dans certains pays seraient obligés d'employer des méthodes insurrectionnelles et dans d'autres (en particulier l'Angleterre, les Etats-Unis et plus tard, Engels ajouta la France (dernière préface d'Engels aux « Luttes de classes en France ») pourraient bien accéder au pouvoir par les élections et donc instaurer le socialisme par voie législative. Il est caractéristique de voir que de nombreux marxistes ont été aussi malhonnêtes avec leurs Marx et Engels que le PL l'a été avec les lecteurs de « Challenge » en ne traduisant pas d'importantes observations ou en déformant grossièrement la signification et les raisons pour lesquelles Marx en était arrivé à des conclusions de ce genre.

* En les infléchissant dans un sens autoritaire. Voir l'histoire de la Première Internationale et celle du Congrès d'Amiens (1905) de la CGT. (ndt)

** A l'époque, ce n'était pas ENCORE l'anarcho-syndicalisme, mais les tendances proudhoniennes d'abord, bakouninistes ensuite. Voir Première Internationale. (ndt)

9. Débarrassons-nous, en passant, de la notion erronée selon laquelle un prolétaire est simplement quelqu'un qui n'a rien d'autre à vendre que sa force de travail. Il est vrai que Marx a défini le prolétariat en ces termes, mais il a aussi élaboré une dialectique historique du développement du prolétariat. Le prolétariat s'est développé à partir d'une classe sans propriété, exploitée, qui a atteint sa forme la plus « mûre » dans le prolétariat industriel. Cette classe, d'après Marx, en était la forme la plus avancée, correspondant à la forme la plus avancée du capital. Dans les dernières années de sa vie, Marx en est venu à mépriser les ouvriers parisiens, qui étaient engagés d'une manière prépondérante dans la fabrication de biens de luxe, citant « nos ouvriers allemands » les plus robotisés d'Europe comme le prolétariat « modèle » du monde entier. (Important : voir les extraits de lettres dans la préface de « la Guerre civile en France ». (ndt)

10. Marx : « Salaires, Prix et Profits ». (ndt)

11. Décrire la théorie de la paupérisation de Marx en termes internationaux plutôt qu'en termes nationaux (comme

Marx le fit) n'est qu'un subterfuge. D'abord cet escamotage théorique esquivé les raisons pour lesquelles la paupérisation ne s'est pas produite à l'intérieur de la forteresse du capitalisme, seul point de départ technologiquement adéquat pour une société sans classes. Ensuite, si nous devons mettre notre espoir dans le monde colonial en tant que prolétariat, cette position cache un danger réel : le génocide. L'Amérique et son alliée récente, la Russie, ont tous les moyens techniques de bombarder le monde sous-développé jusqu'à soumission.

Cette menace est tapie à l'horizon historique : la transformation des Etats-Unis en un véritable empire fasciste de type nazi. C'est une connerie pure de dire que ce pays est un « tigre de papier ». C'est un tigre thermonucléaire, et la classe dirigeante américaine, du fait de l'absence de contraintes culturelles, est capable d'encre plus de perversité que l'allemande.

12. Lénine sentit cela et décrit le « socialisme » comme rien d'autre qu'un monopole capitaliste d'État créé au bénéfice de tout le peuple (Cf. Lénine « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme ».) Ceci est une affirmation extraordinaire si l'on réfléchit à ses implications et un paquet de contradictions.

13. Manuscrits de 1844.

14. Au sens de tiers-état (ndt)

15. A ce sujet, le PL projette sa propre image de néanderthalien sur l'ouvrier américain. En fait, cette image représente beaucoup mieux le bureaucrate syndicaliste ou le commissaire staliniste.

16. Quel est l'équivalent français de la « bureaucratie syndicale » américaine ? (ndt)

17. L'ouvrier, dans ce sens, commence à se rapprocher des types sociaux de transition, qui ont fourni à l'histoire ses éléments les plus révolutionnaires. En général, le « prolétariat » a été plus révolutionnaire dans des périodes transitoires, quand il était moins « prolétarisé » par le système industriel. Les grands foyers des révolutions ouvrières classiques ont été Petrograd et Barcelone, où les ouvriers venaient d'être déracinés du milieu paysan, et Paris, où ils étaient encore artisans ou venaient directement de ce milieu. Ces ouvriers avaient les plus grandes difficultés à s'acclimater à la domination industrielle et devinrent une source continue de troubles sociaux et révolutionnaires. (Voir la grève des O.S. du Mans). (ndt)

Au contraire, une classe ouvrière stable et héréditaire tend à être étonnamment non révolutionnaire. Même dans le cas souvent cité des ouvriers allemands (qui, comme on le sait, étaient d'après Marx et Engels des modèles pour le prolétariat européen), la majorité ne soutint pas les spartakistes en 1919. Ils envoyèrent de grandes majorités de sociaux-démocrates officiels au congrès des conseils ouvriers, puis plus tard au Reichstag, et se rallièrent avec persévérance au parti social-démocrate, jusqu'en 1933.

18. Ce style de vie révolutionnaire peut se développer dans les usines aussi bien que dans la rue, dans les écoles aussi bien que dans les taudis et dans les banlieues résidentielles. Son essence est le défi, et une éthique de l'action exemplaire qui érode toutes les mœurs, les institutions, tous les mots d'ordre du pouvoir dominant.

Quand une société est au seuil d'une période révolutionnaire, les usines, les écoles, et les quartiers deviennent la véritable scène du « jeu » révolutionnaire, un jeu qui a un fondement extrêmement sérieux. Les grèves deviennent chroniques et sont déclenchées pour elles-mêmes, pour briser la croûte de la routine, pour défier la société presque quotidiennement, pour secouer les normes bourgeoises. Cette nouvelle humeur des ouvriers, des étudiants et des habitants des quartiers est un précurseur essentiel du véritable moment de la transformation révolutionnaire. Son

expression la plus consciente est l'exigence « d'auto-gestion », l'ouvrier refuse d'être un être « dirigé », un être de classe. Celle-ci est une exigence éminemment révolutionnaire, même si son point de départ est l'usine. A moins que l'ouvrier ne puisse « gérer » son travail, il ne peut commencer à transcender ce travail ou la philosophie du travail, en une vie réelle. A moins que cette gestion ne prenne la forme d'auto-gestion, il ne peut être un « être autonome », un être dont la vie quotidienne est libérée.

Ce processus était extrêmement évident, historiquement, dans la Commune de Paris et spécialement en Espagne, à la veille de la révolution de 1936, quand les ouvriers dans presque toutes les villes appelaient à la grève « pour le plaisir », pour exprimer leur indépendance, leur éveil, leur rupture avec l'ordre social et avec les conditions de vie bourgeoises. Ceci était aussi une des caractéristiques essentielles de la grève générale en France en 1968.

* * *

Le mythe du parti

Les révolutions sociales ne sont pas « faites » par des partis, des groupes ou des cadres ; elles sont le résultat de contradictions et de mouvements historiques de fond qui activent des segments importants de la population. Elles arrivent non seulement (comme l'a déclaré Trotsky) parce que les « masses » trouvent intolérable la société où elles vivent, mais aussi à cause des tensions qui se produisent entre l'existant et le possible, entre « ce qui est » et « ce qui pourrait être ». La misère en elle-même ne cause pas les révolutions ; en fait, elle produit le plus souvent une démoralisation anémique, ou pis, une lutte privée, individuelle pour la vie.

La révolution russe de 1917 pèse sur l'esprit des vivants comme un cauchemar parce qu'elle a été dans une large mesure le produit des « conditions intolérables » liées à une guerre impérialiste dévastatrice. Ce qu'elle a pu posséder de rêves fut pulvérisé par une guerre civile encore plus sanglante, par la famine et par la trahison. Ce qui est sorti de la révolution n'était pas les ruines du vieux monde mais celles des espoirs qu'on pouvait nourrir d'en créer un nouveau. La révolution russe fut un misérable échec ; elle ne fit que remplacer le tsarisme par le capitalisme d'État (19). Les bolcheviques devinrent par la suite les victimes tragiques de leur idéologie et par milliers payèrent de leur vie les purges des années trente. Prétendre tirer la vérité seule et unique de cette révolution de la pénurie est ridicule. Ce que nous pouvons apprendre des révolutions passées, c'est ce que toutes les révolutions ont en commun et leurs limites rigides par rapport aux énormes possibilités qui s'offrent maintenant à nous.

Le fait marquant des révolutions passées, c'est qu'elles commencèrent de manière spontanée. Que l'on examine les premières phases de la révolution française de 1789, les révolutions de 1848, la Commune de Paris, la révolution de 1905 en Russie, le renversement du tsar en 1917, la révolution hongroise de 1956, la grève générale de 1968 en France, les débuts sont généralement les mêmes : une période de ferment qui explose spontanément en un soulèvement de masse. Le succès du soulèvement dépend de sa résolution et de la capacité de l'Etat à utiliser sa puissance armée. En fin de compte, le soulèvement réussit si les soldats passent au peuple.

Le « glorieux parti », quand il y en a un, est invariablement en retard sur les événements. En février 1917, l'organisation bolchevique de Petrograd s'opposa aux ordres de grève à la veille même de la révolution qui était destinée à renverser le tsar. Par bonheur, les travailleurs ignorèrent les « directives » bolcheviques et se mirent en grève quand même. Au cours des événements qui suivirent, personne ne fut plus surpris par la révolution que les partis « révolutionnaires », y compris les bolcheviques. D'après le leader bolchevique, Kaiourov : « On ne reçut aucune initiative directrice du Parti... le comité de Petrograd avait été arrêté, et le camarade Chliapnikov, représentant du comité central, se montra incapable de fournir des directives pour la journée suivante. » Ce fut peut-être une chance : avant l'arrestation du comité de Petrograd, son évaluation de la situation et le rôle qu'il joua furent si piteux que si les travailleurs l'avaient suivi, il est douteux que la révolution aurait commencé à ce moment-là.

On pourrait raconter des histoires semblables à propos des soulèvements qui précédèrent 1917 et de ceux qui suivirent. Parlons du plus récent : le soulèvement étudiant et la grève générale de mai-juin 1968 en France. On a tendance à oublier opportunément qu'il y avait, à ce moment-là, à Paris, près d'une douzaine d'organisations étroitement centralisées de type bolchevique. Ce qu'on mentionne rarement, c'est que pratiquement tous ces groupes d'avant-garde affichèrent une attitude dédaigneuse vis-à-vis du mouvement étudiant jusqu'au 7 mai, date à laquelle commencèrent les combats de rue. Les JCR furent une exception notoire, et ils se contentèrent essentiellement de suivre les initiatives du Mouvement du 22 mars (20). Jusqu'au 7 mai, tous les groupes maoïstes considéraient le soulèvement étudiant comme périphérique et sans importance. La FER, trotskiste, le trouvait « aventuriste » et, le 10 mai, ils tentèrent de faire quitter les barricades aux étudiants ; bien entendu, le parti communiste joua complètement le rôle de traître. Bien loin de guider le mouvement populaire, il en fut le captif d'un bout à l'autre. La plupart de ces groupes bolcheviques devaient manipuler cyniquement les assemblées étudiantes de la Sorbonne dans le but de les « contrôler » y introduisant ainsi un climat de dissension qui a contribué à leur démoralisation. Finalement, et pour comble d'ironie, tous ces groupes bolcheviques caquetaient à l'unisson sur la nécessité impérieuse d'une direction centralisée quand le mouvement populaire s'écroula, un mouvement apparu malgré leurs directives et souvent contre elles.

Toutes les révolutions et tous les soulèvements dignes d'intérêt sont non seulement magnifiquement anarchiques dans leur phase initiale mais aussi spontanément créateur de modes de gestion révolutionnaire qui leur conviennent. Dans l'histoire des révolutions sociales, ce sont les sections parisiennes de 1793-1794 qui en fournissent l'exemple le plus remarquable (21). Les conseils ouvriers ou « soviets » créés en 1905 par les travailleurs de Petrograd représentent un autre mode de gestion révolutionnaire qui nous est plus familier. Bien que moins démocratique que les sections, le conseil ouvrier devait réapparaître dans un certain nombre de révolutions qui suivirent. Les comités d'usine des anarchistes espagnols de 1936 en sont un autre exemple. Enfin, les sections réapparaissent sous la forme d'assemblées étudiantes et de comités d'action lors du soulèvement et de la grève généralisée à Paris (en mai juin 68) (22).

Il faut se demander quel est le rôle du parti révolutionnaire dans ce genre d'événements. Au début, comme nous l'avons vu, il a tendance à jouer un rôle inhibiteur plutôt qu'un rôle d'avant-garde. Là où il exerce son influence, il tend à ralentir le déroulement des événements plutôt que de « coordonner » les forces révolutionnaires. Ceci n'est pas un accident. Le parti est organisé selon des lignes hiérarchiques qui reflètent la société même à laquelle il prétend s'opposer. Malgré ses prétentions théoriques, c'est un organe bourgeois, un Etat en miniature, doté d'un appareil et d'un cadre dont la fonction est de prendre le pouvoir, pas de le dissoudre. Enraciné dans la période pré-révolutionnaire, il assimile toutes les formes, les techniques et la mentalité de la bureaucratie. Les membres sont formés à l'obéissance, aux préconceptions d'un dogme rigide, ils ont appris à révéler la « direction ». A l'inverse, la direction du parti est formée à l'école du commandement, de l'autorité, de la manipulation et de l'égoïsme. La situation est encore pire lorsque le parti prend part au jeu électoral. A cause des exigences de la campagne électorale, le parti est obligé de copier dans leur totalité les formes bourgeoises existantes ; il acquiert même l'attirail d'un parti électoraliste. Ce fait devient déterminant quand le parti acquiert du matériel d'imprimerie, un éventail étendu de périodiques qu'il contrôle, un siège coûteux et lorsqu'il secrète un appareil de permanents rétribués c'est-à-dire une bureaucratie et les investissements matériels qui l'accompagnent.

Au fur et à mesure que le parti grandit, la distance qui sépare la direction de la base croît inévitablement. Ses chefs deviennent des « personnalités » et perdent le contact avec la vie réelle de la base. Les groupes locaux, qui appréhendent leur véritable situation beaucoup mieux que n'importe quel chef lointain, sont obligés de subordonner leur compréhension aux directives venues d'en haut. La direction, à qui fait défaut toute connaissance directe des problèmes locaux réagit avec une lenteur et une prudence exagérées. Bien qu'elle prétende posséder une « vue globale des choses » et une compétence théorique supérieure, la compétence de la direction a tendance à diminuer en raison de la proximité du sommet de la hiérarchie. Plus on est près du niveau où les véritables décisions sont prises, plus le processus de décision est conservateur, plus elles sont prises en fonction d'intérêts bureaucratiques et étrangers au parti, plus les préoccupations de prestige et de stabilité remplaçant la créativité, l'imagination et un dévouement désintéressé aux objectifs révolutionnaires.

Aussi, plus le parti recherche l'efficacité dans la hiérarchie, les cadres et la centralisation, moins il devient efficace d'un point de vue révolutionnaire. Tout le monde marche au pas, mais les ordres sont généralement incorrects, surtout quand les événements s'accroissent et prennent des tournants inattendus, comme cela arrive au cours de toutes les révolutions. Le parti n'est efficace qu'à un seul point de vue, il réussit très bien à modeler la société à sa propre image hiérarchique si la révolution réussit. Il recrée la bureaucratie, la centralisation et l'Etat. Il suscite les conditions qui justifient cette sorte de société. Alors, au lieu de dépérir, l'Etat sous le contrôle du « glorieux parti », préserve soigneusement les conditions mêmes qui rendaient indispensable l'existence d'un Etat et d'un parti pour le « sauvegarder ».

Par ailleurs, le parti est extrêmement vulnérable en période de répression. Il suffit à la bourgeoisie de capturer sa direction pour détruire pratiquement tout le mouvement. Ses chefs en prison ou cachés, le parti est paralysé ; la base habituée à l'obéissance n'a plus personne à qui obéir. Elle a tendance à patauger. La démoralisation s'installe rapidement. Le parti se décompose, non seulement à cause du climat dépressif mais aussi à cause de la pauvreté de ses ressources intérieures.

La description ci-dessus n'est pas un ensemble d'affirmations hypothétiques ; c'est un portrait composé de traits caractéristiques de tous les partis marxistes de masse depuis le siècle passé : sociaux-démocrates, les communistes et le parti trotskyste de Ceylan (le seul de son espèce). Les « expliquer » en disant que tous ces partis ont cessé de prendre au sérieux leurs principes marxistes ne sert qu'à camoufler une autre question : pourquoi cet abandon ? La vérité est que tous ces partis ont été cooptés par la société bourgeoise parce qu'ils étaient organisés bourgeoisement. Ils portaient en eux, dès leur naissance, le germe de la trahison.

Le parti bolchevique échappa à ce sort entre 1904 et 1917 pour une seule et unique raison ; il était illégal pendant le plus gros des années qui précèdent la révolution. Comme il était continuellement dispersé et reconstitué, il ne réussit jamais, jusqu'à sa capture du pouvoir, à se cristalliser en une machine complètement centralisée, bureaucratique et hiérarchique. De plus, il était infesté de factions. Un intense climat fractionnel persista jusqu'en 1917 et à la guerre civile. La direction bolchevique était néanmoins d'ordinaire extrêmement conservatrice, chose que Lénine eut à combattre jusqu'en 1917, d'abord par ses efforts de réorientation du comité central contre le gouvernement provisoire (le fameux conflit sur les « Thèses d'avril »), plus tard en le poussant à l'insurrection, en octobre. Dans les deux cas, il dut menacer de démissionner et de porter ses vues devant la base.

En 1918, les querelles (des factions) au sujet du traité de Brest-Litovsk s'aggravèrent tellement que les bolcheviques en vinrent presque à se scinder en deux partis, en guerre l'un contre l'autre. Les groupes d'opposition, à l'intérieur du parti bolchevique comme les démocrates centralistes et l'Opposition ouvrière se livrèrent d'amers combats jusqu'à 1919 et 1920, sans parler de l'opposition qui se développa au sein de l'Armée rouge à propos de la propension de Trotsky à tout centraliser. La centralisation complète du parti bolchevique, l'arrivée à « l'unité léniniste » comme on l'appellera plus tard ne se fit qu'en 1921, date à laquelle Lénine réussit à persuader le 10^e Congrès du parti de bannir les factions. La plupart des Gardes blancs alors écrasés et les interventionnistes étrangers avaient retiré leurs troupes de Russie.

On n'insiste pas assez sur le fait que les bolcheviques centralisaient d'autant plus leur parti, qu'ils étaient plus coupés de la classe ouvrière. On a rarement étudié ce rapport (de la centralisation à l'isolement) dans les milieux léninistes plus récents, bien que Lénine lui-même fût assez honnête pour admettre qu'il existait. La révolution russe n'est pas seulement l'histoire du parti bolchevique et de ses sympathisants. Sous le vernis des événements officiels décrits par les historiens soviétiques, il y eut une évolution plus fondamentale : le mouvement spontané des ouvriers et paysans révolutionnaires qui devait se heurter violemment aux pratiques bureaucratiques des bolcheviques. En février 1917, au renversement du tsar, les ouvriers de presque toutes les usines de Russie organisèrent spontanément des comités d'usine qui prétendirent contrôler une partie de plus en plus importante du processus industriel. En juin 1917, se tint à Petrograd une conférence des comités d'usine de toutes les Russies qui réclame « l'organisation d'un contrôle ouvrier total sur la production et la distribution ». Les comptes rendus léninistes de la

révolution russe mentionnent rarement les motions de cette conférence malgré l'alignement de celle-ci sur les bolcheviques. Trotsky, qui appelle ces comités « les représentants les plus directs et les plus indiscutables du prolétariat », en traite de manière superficielle dans sa massive histoire de la révolution en trois volumes. Pourtant, ces organes spontanés d'autogestion étaient tellement importants que pendant l'été 1917, Lénine, craignant de ne pas gagner les soviets à sa cause, était prêt à larguer le slogan : « Tout le pouvoir aux soviets » en faveur de : « Tout le pouvoir aux comités d'usine ». Ceci aurait projeté les bolcheviques dans une position complètement anarcho-syndicaliste bien qu'il soit douteux qu'ils y seraient restés bien longtemps.

A la révolution d'Octobre, tous les comités prirent le contrôle de leurs usines et de tout le processus industriel, après avoir expulsé la bourgeoisie. Le fameux décret de Lénine du 14 novembre 1917, acceptant la notion de contrôle ouvrier, ne fit qu'entériner le fait accompli ; les bolcheviques n'osèrent pas dès ce moment-là s'opposer aux ouvriers. Ils commencèrent cependant immédiatement à rogner le pouvoir des comités d'usine. En janvier 1918, à peine deux mois après avoir « décrété » le contrôle ouvrier, les bolcheviques faisaient passer l'administration des usines des mains des comités à celles des syndicats bureaucratiques. L'histoire selon laquelle les bolcheviques auraient patiemment expérimenté le contrôle ouvrier et l'auraient trouvé « inefficace » et « chaotique » est un mythe. Leur « patience » ne dura que quelques semaines. Non contents de terminer le contrôle ouvrier direct quelques semaines après le décret du 14 novembre, ils abolirent le contrôle par les syndicats peu de temps après l'avoir établi. Dès l'été 1918, pratiquement toute l'industrie russe était placée sous une direction de type bourgeois. Comme le déclare Lénine : « La Révolution exige... dans l'intérêt du socialisme même que les masses obéissent sans question à la volonté unique des directeurs du processus de production ». On accusa le contrôle ouvrier d'être non seulement « inefficace », « chaotique » et « malpratique », mais encore « petit bourgeois » !

Le « communiste de gauche » Osinsky dénonça amèrement ces affirmations mensongères et mit ainsi en garde le parti : « Le socialisme et l'organisation socialiste doivent être construits par le prolétariat lui-même sous peine de n'être pas construits du tout et d'aboutir à la construction du capitalisme d'Etat ». Dans l'« intérêt du socialisme », le parti bolchevique évinça le prolétariat de tous les domaines conquis par celui-ci grâce à sa propre initiative et à ses propres efforts. Le parti ne coordonna ni ne dirigea la révolution, il la domina. Le contrôle ouvrier d'abord, puis celui des syndicats furent remplacés par une hiérarchie très étudiée, aussi monstrueuse que n'importe quelle structure pré-révolutionnaire. Comme les années qui suivirent devaient le démontrer, la prophétie d'Osinsky se transforma brutalement en une amère réalité.

La lutte pour l'hégémonie entre les bolcheviques et les « masses » russes ne se limitait pas aux usines. Elle fit son apparition à la campagne comme à la ville. Le déferlement de la guerre paysanne avait porté le mouvement ouvrier. Contrairement aux rapports léninistes, l'effet de ce flot agraire ne se limita pas à la redistribution de la terre en parcelles privées. En Ukraine, les paysans, influencés par les milices anarchistes de Nestor Makhno établirent une multitude de communes rurales selon le principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Ailleurs, dans le Nord et en Asie soviétique, plusieurs milliers de communes s'organisèrent en partie sur l'initiative de la Gauche socialo-révolutionnaire et dans une large mesure sous l'impulsion du collectivisme traditionnel du village russe : le mir. Il importe peu que ces communes aient été nombreuses ou qu'elles aient embrassé un nombre plus ou moins vaste de paysans ; c'étaient d'authentiques organisations populaires, le noyau d'un esprit moral et social qui s'élevait bien au-dessus des valeurs déshumanisantes de la société bourgeoise.

Dès le début, les bolcheviques virent les communes d'un mauvais oeil ; ils finirent par les condamner. Pour Lénine, la forme favorite, la forme « socialiste » de l'entreprise agricole était la ferme d'Etat : littéralement, l'usine agricole dont l'Etat possède la terre et le matériel, nomme la direction qui engage des paysans sur la base d'un salaire horaire ou journalier. On retrouve dans l'attitude des bolcheviques, vis-à-vis du contrôle ouvrier et des communes agricoles, l'esprit essentiellement bourgeois et la mentalité de leur parti, esprit et mentalité émanant non seulement de leurs théories mais du mode d'organisation de celui-ci. En décembre 1918, Lénine déclenche une attaque contre les communes sous prétexte qu'on forçait des paysans à en faire partie. En fait, l'organisation de cette forme communiste d'autogestion ne donna lieu qu'à peu, sinon pas, de coercition. Robert G. Wesson, qui étudia dans le

détail les communes soviétiques conclut que « ceux qui entrèrent dans les communes durent le faire dans une large mesure de leur propre gré ». Les communes ne furent pas supprimées, mais on découragea leur extension jusqu'au moment où Staline les fondit dans les opérations de collectivisation forcées des années 20 et 30.

Dès 1920, les bolcheviques étaient isolés de la classe ouvrière et de la paysannerie russes. L'élimination du contrôle ouvrier, la suppression de la Makhnovtchina (23), le climat politique contraignant, le gonflement de la bureaucratie, l'écrasante pauvreté matérielle héritée des années de guerre civile, étaient cumulativement cause d'une profonde hostilité contre le régime bolchevique. Avec la fin des hostilités, un mouvement nouveau émergea des profondeurs de la société russe, mouvement pour une « troisième révolution », pas pour une restauration du passé mais pour la réalisation ardemment désirée des objectifs de liberté économique et politique qui avaient rallié les masses autour du programme bolchevique de 1917. Ce mouvement nouveau trouva sa forme la plus consciente dans le prolétariat de Petrograd et les marins de Kronstadt. Il se trouva aussi une expression au sein du parti : le progrès de la tendance anarcho-syndicaliste dans les rangs bolcheviques mêmes atteint un tel point qu'un bloc oppositionnel ainsi orienté gagna 124 sièges à une conférence provinciale de Moscou contre 154 aux partisans du comité central.

Le 2 mars 1921, les « marins rouges » de Kronstadt entrèrent en rébellion ouverte sous la bannière de la « Troisième Révolution des Travailleurs » (24). Les libres élections aux soviets, la liberté de parole et de la presse pour les anarchistes et pour la gauche socialiste, des syndicats libres et la libération de tous les prisonniers politiques appartenant à des partis socialistes formaient le centre du programme de Kronstadt. La révolte fut qualifiée de « complot de gardes blancs » en dépit du fait que la grande majorité des membres du parti communiste de Kronstadt se joignirent aux marins en tant que communistes, dénonçant les chefs du parti comme traîtres à la révolution d'Octobre. Robert Vincent Daniel remarque, dans son étude des mouvements bolcheviques d'opposition, que « Les communistes ordinaires étaient si peu sûrs... que le gouvernement ne se servit d'eux ni pour l'assaut de Kronstadt ni pour maintenir l'ordre à Petrograd où se trouvait le principal espoir de soutien de Kronstadt. Le plus gros des troupes utilisées était composé de tchéquistes et d'élèves officiers des écoles militaires de l'Armée rouge. L'assaut final fut conduit par les plus hauts dignitaires du parti. On envoya de Moscou à cet effet un groupe important de délégués du 10e Congrès du Parti ». La faiblesse interne du régime était telle que son élite devait faire elle-même les sales boulots.

Encore plus significatif que la révolte de Kronstadt fut le mouvement de grèves qui se développa parmi les ouvriers de Petrograd, et qui déclencha le soulèvement des marins. L'histoire léniniste ne relate pas ces événements d'importance capitale. Les premières grèves éclatèrent à l'usine Troubotchny le 23 février 1921. En quelques jours, le mouvement balaya, une usine après l'autre, jusqu'à la fameuse usine Poutilov, « le creuset de la révolution ». Les ouvriers exprimèrent des exigences économiques, mais aussi politiques, anticipant en cela l'action que devaient mener les marins de Kronstadt quelques jours plus tard. Le 24 février, les bolcheviques décrétèrent l'état de siège à Petrograd et arrêtèrent les « meneurs », réprimant à l'aide d'élèves officiers les manifestations ouvrières. En fait, les bolcheviques ne se contentèrent donc pas de réprimer une mutinerie de marins, ils écrasèrent, par la force armée, la classe ouvrière elle-même. C'est à ce moment que Lénine exigea qu'on bannisse les factions du parti communiste russe. La centralisation du parti était maintenant complète et la route préparée pour Staline.

Nous avons exposé ces événements en détail parce qu'ils mènent à une conclusion que notre dernière vague de marxistes-léninistes essaie d'éviter. Le parti bolchevique atteignit son plus haut niveau de centralisation, non pas pour mener à bien une révolution ou pour réprimer la contre-révolution des Gardes blancs, mais pour réaliser sa propre contre-révolution contre les forces sociales mêmes qu'il prétendait représenter. Les factions furent interdites et un parti monolithique créé non pas pour empêcher une restauration capitaliste, mais pour contenir un mouvement de masse des travailleurs en faveur de la démocratie soviétique et de la liberté sociale. Le Lénine de 1921 s'opposait ainsi au Lénine de 1917. Par la suite, Lénine ne devait plus que patauger lamentablement. Cet homme, qui cherchait avant tout à ancrer les problèmes de son parti dans les contradictions sociales, finit par jouer à une véritable « loterie » organisationnelle dans un dernier effort pour stopper la bureaucratisation qu'il avait lui-même créée. Il n'est rien de plus tragique, ni de plus pathétique, que les dernières années de Lénine. Paralysé par un ensemble simpliste de

formules marxistes, il ne sait penser qu'en termes de contre-mesures organisationnelles. Il propose la création d'une Inspection des ouvriers et des paysans pour corriger les déformations bureaucratiques qui sévissent au sein du parti et de l'Etat. Cet organisme tombe entre les mains de Staline et devient lui même bureaucratique. Lénine suggère alors de réduire l'importance de l'Inspection et de la fondre à la Commission de contrôle. Il propose d'élargir le comité central. Tel organisme doit être agrandi, tel fondu à un autre, un troisième doit être modifié ou aboli. Cet étrange ballet organisationnel continuera jusqu'à sa mort ; comme si le problème pouvait être résolu par des moyens organisationnels. Comme l'admet Mosche Lewin, un admirateur évident de Lénine, le leader bolchevique « approchait les problèmes de gouvernement comme un chef d'exécutif d'esprit élitiste. Il n'appliquait pas les méthodes de l'analyse sociale à sa politique de gouvernement et se contentait de considérer celle-ci purement sous l'angle des méthodes d'organisation ».

S'il est vrai que dans les révolutions bourgeoises, « les phrases dépassent le contenu », dans la révolution bolchevique la forme remplace le contenu. Les soviets remplacèrent les travailleurs et leurs comités d'usine, le parti remplaça les soviets, le comité central remplaça le parti, et le bureau politique remplaça le comité central. Autrement dit, les moyens remplacèrent la fin. Cette incroyable substitution du contenu par la forme est l'un des traits caractéristiques du marxisme-léninisme. En France, pendant les événements de mai juin 1968, toutes les organisations bolcheviques étaient prêtes à détruire l'assemblée étudiante de la Sorbonne afin d'augmenter leur influence et leur nombre. Leur préoccupation principale n'était pas la révolution ou les authentiques structures sociales créées par les étudiants, mais l'accroissement de leurs partis. Aux Etats-Unis, la relation entre PL et SDS est de même nature.

La prolifération de la bureaucratie, en Russie, n'aurait pu être stoppée que par des forces sociales vivantes. Si le prolétariat et la paysannerie russes étaient parvenus à augmenter le domaine de l'autogestion par le développement de comités d'usine stables, de communes rurales et de soviets libres, il est possible que l'histoire du pays aurait pris une tournure radicalement différente. On ne peut pas douter que l'échec des révolutions socialistes en Europe, après la Première Guerre mondiale, ait abouti à l'isolement de la révolution russe. La pauvreté matérielle de la Russie et la pression du monde capitaliste qui l'encerclait militaient clairement contre le développement d'une société libertaire, socialiste. Mais il n'est pas évident que la Russie devait suivre la voie du capitalisme d'Etat. Contrairement à ce qu'attendaient Lénine et Trotsky, la révolution fut vaincue par des forces internes et non par une invasion d'armées étrangères. Si le mouvement de fond avait réussi à restaurer les conquêtes initiales de la révolution de 1917, une structure sociale diversifiée et pluraliste aurait pu se développer, basée sur le contrôle ouvrier de l'industrie, sur une libre économie paysanne en agriculture et sur l'interaction vivante des idées, des programmes et des mouvements politiques. Au minimum, la Russie n'aurait pas été emprisonnée dans les chaînes du totalitarisme, et le stalinisme n'aurait pas empoisonné le mouvement révolutionnaire mondial préparant ainsi la route du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale.

La nature du parti bolchevique devait prévenir une telle évolution, malgré les « bonnes intentions » de Lénine et de Trotsky. En détruisant le pouvoir des comités d'usine dans l'industrie, en écrasant le Makhnovtchina, les ouvriers de Petrograd et les marins de Kronstadt, les bolcheviques garantissaient pratiquement le triomphe de la bureaucratie russe sur la société russe. Le parti centralisé, une institution totalement bourgeoise, devint le refuge de la contre-révolution sous sa forme la plus sinistre. C'est là qu'était la contre-révolution cachée qui se drapait dans le drapeau rouge et la terminologie de Marx. En dernière analyse, ce n'est ni une « idéologie » ni une « conspiration de Gardes blancs » que les bolcheviques réprimèrent en 1921, mais le combat fondamental mené par le peuple russe pour se libérer de ses fers et saisir le contrôle de sa propre destinée (25). Pour la Russie cela signifiait le cauchemar de la dictature staliniste ; pour la génération des années trente, l'horreur du fascisme et la trahison des partis communistes en Europe et aux Etats-Unis.

[Notes]

19. C'est un fait que Trotsky n'a jamais compris. Il n'a jamais poursuivi jusqu'à ces conclusions logiques son concept

du « développement combiné ». Il comprit que la Russie tsariste, le dernier-né en matière d'évolution bourgeoise à l'euro-péenne, devait acquérir les formes les plus avancées d'industrie et de classes sociales au lieu de récapituler tout le processus de l'évolution bourgeoise depuis le début. Il négligea de considérer la possibilité que la Russie, déchirée par de terribles bouleversements intérieurs, soit en avance sur l'évolution capitaliste européenne. Hypnotisé par la formule : « propriété nationalisée = socialisme », il fut incapable de discerner que le capitalisme monopoliste a tendance à s'amalgamer à l'État sous l'impulsion de sa propre dialectique interne.

Les bolcheviques ayant éliminé les formes traditionnelles de l'organisation sociale bourgeoise (qui continuent à constituer un frein au développement du capitalisme d'État en Europe et en Amérique) préparèrent involontairement le terrain pour un développement « pur » du capitalisme d'État par lequel l'État finit par devenir la classe dominante. En l'absence de l'aide d'une Europe technologiquement avancée, la révolution russe passa à la contre-révolution intérieure ; la Russie soviétique se transforma en un capitalisme d'État qui ne bénéficie pas « au peuple tout entier ». L'analogie faite par Lénine entre le « socialisme » et le capitalisme d'État devint une terrifiante réalité sous Staline.

Malgré son fond humaniste, le marxisme fut incapable de saisir à quel point sa conception du « socialisme » se rapproche d'une étape plus avancée du capitalisme : le retour au néo-mercantilisme à un niveau plus élevé de développement industriel. L'incapacité à comprendre cette évolution est source de confusion théorique dévastatrice au sein du mouvement révolutionnaire contemporain, comme en témoignent les scissions provoquées par cette question dans le mouvement trotskiste.

20. Le Mouvement du 22 mars joua au cours des événements le rôle de catalyseur mais pas celui de direction. Il ne « commandait » pas, il instiguait laissant les événements se dérouler selon leur propre logique. C'est cette attitude qui a permis aux étudiants de continuer sur leur lancée ; elle était indispensable à la dialectique du soulèvement car sans elle, il n'y aurait pas eu les barricades du 10 mai qui déclenchèrent à leur tour la grève généralisée des travailleurs.

21. Voir « The Forms of Freedom », in Murray Bookchin « Post-scarcity Anarchism ».

22. Avec une sublime arrogance, partiellement explicable par leur ignorance, un certain nombre de groupes marxistes baptisent « soviets » pratiquement toutes ces formes d'autogestion (de gestion révolutionnaire). Cette tentative de rassembler toutes ses formes sous une même rubrique n'est pas seulement trompeuse mais aussi délibérément obscurantiste. Le véritable soviet était, en fait, la moins démocratique de ces formes révolutionnaires et les bolcheviques l'utilisaient astucieusement pour transférer le pouvoir à leur propre parti. Le soviet n'était pas basé sur la démocratie directe comme les sections de 93-94 ou comme les assemblées de Paris en Mai 68. Il n'était pas basé non plus sur l'autogestion économique comme les comités d'usine des anarchistes espagnols. Le soviet était en fait un parlement de travailleurs organisé hiérarchiquement, tirant son mandat des usines, plus tard des unités militaires et des villages paysans. Malgré son caractère de classe, le congrès des soviets était un organisme territorial dont la structure différait peu de celle de la chambre des députés ; il abandonna rapidement son pouvoir à un exécutif composé de bolcheviques. En résumé, les soviets constituaient un état par-dessus la classe ouvrière, et non pas de la classe ouvrière.

23. Voir Archinov : « L'Histoire du mouvement makhnoviste » (Ed. Belibaste).

24. Voir la publication des « Ivestia de Kronstadt » (Ed. Belibaste).

25. En interprétant ce mouvement fondamental des ouvriers et des paysans russes comme une série de « conspirations de Gardes blancs », « d'actions de résistance des koulaks » et « de complots du capitalisme international », les bolcheviques s'abaissèrent à un niveau théorique extraordinairement bas et ne réussirent qu'à se

tromper eux-mêmes. La dégradation spirituelle du parti qui s'ensuivit devait le préparer à la politique de la police secrète, à la calomnie dirigée contre les personnes, aux procès de Moscou et à l'annihilation du cadre vieux bolchevique.

* * *

Les deux traditions

Il serait incroyablement naïf de penser que le léninisme fut la production aberrante d'un seul homme. La maladie vient de plus loin, non seulement des limites de la théorie marxiste mais des limites de la période historique qui enfanta le marxisme. A défaut d'avoir compris cela nous serons aussi aveugles vis-à-vis de la dialectique des événements contemporains que Marx, Engels, Lénine et Trotsky l'étaient de leur temps. Cet aveuglement serait d'autant plus répréhensible que nous avons derrière nous un trésor d'expérience qui leur faisait cruellement défaut quand ils élaboraient leurs théories.

Karl Marx et Friedrich Engels étaient des centralistes, non seulement politiquement mais aussi socialement et économiquement. C'est un fait qu'ils n'ont jamais nié ; leurs écrits sont truffés de panégyriques resplendissants de la centralisation politique, organisationnelle et économique. Dès mars 1850, dans leur fameuse « Adresse du Conseil central à la Ligue communiste », ils demandaient aux travailleurs de lutter non seulement pour la « République allemande, une et indivisible, mais aussi de lutter pour la centralisation du pouvoir entre les mains de l'autorité de l'Etat ». De crainte que cette requête ne soit prise à la légère, ils la répètent tout au long du paragraphe et concluent : « Comme en France en 1793, de même aujourd'hui, en Allemagne, la réalisation de la plus stricte centralisation est la tâche du vrai parti révolutionnaire ». Ce thème ne cesse de réapparaître dans les années qui suivent. Lorsque éclate la guerre de 70, par exemple, Marx écrit à Engels : « Les Français ont besoin d'une raclée. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande » (26).

Néanmoins, Marx et Engels n'étaient pas centralistes parce qu'ils croyaient aux vertus du centralisme en tant que tel. Bien au contraire, Marx et l'anarchisme ont toujours été d'accord sur le fait qu'une société communiste, libérée, implique une très large décentralisation, la dissolution de la bureaucratie, l'abolition de l'Etat et l'éparpillement des grandes villes. Dans l'Anti-Dühring, Engels déclare que : « L'abolition de l'antithèse entre ville et campagne n'est pas seulement possible, c'est devenu une nécessité directe... La pollution présente de l'air, de l'eau et du sol ne sera arrêtée que par la fusion de la ville et de la campagne... » Pour Engels, ceci signifie « une distribution uniforme de la population sur tout le pays » en résumé, la décentralisation physique des villes.

Le centralisme marxiste trouve ses origines dans des problèmes ayant trait à la formation de l'Etat national. Jusqu'au milieu du XIXe, l'Allemagne et l'Italie étaient divisées en une multitude de duchés, de principautés et de royaumes indépendants. Pour Marx et Engels, l'unification de ces entités géographiques en nations était la condition nécessaire du développement capitaliste et industriel. Leur louange du centralisme n'est pas engendrée par une mystique centraliste mais par les problèmes de leur temps : le développement de la technologie, du commerce, une classe ouvrière unifiée et l'Etat national. Autrement dit, ils étaient préoccupés de l'émergence du capitalisme, des tâches de la révolution bourgeoise dans une ère d'inévitable pénurie matérielle. L'attitude de Marx vis-à-vis de la « révolution prolétarienne » est très différente. Il chante avec enthousiasme les louanges de la Commune de Paris et la qualifie de « modèle pour tous les centres industriels de France ». « Ce régime, écrit-il, une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait dans les provinces aussi dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes ». Bien entendu, l'unité de la nation ne disparaîtrait pas et il y aurait un gouvernement central pendant la transition vers le communisme, mais ses attributs seraient limités.

Notre intention n'est pas de brandir à la ronde des citations de Marx, mais de faire valoir comment des principes clefs du marxisme, passivement acceptés aujourd'hui, sont en fait le produit d'une époque depuis longtemps transcendée

par le développement du capitalisme aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Dans son temps, Marx s'occupait non seulement des problèmes de la révolution prolétarienne, mais aussi des problèmes de la révolution bourgeoise, surtout en Allemagne, en Espagne, en Italie et en Europe de l'Est. Il traitait des problèmes de transition du capitalisme au socialisme dans les pays capitalistes qui n'avaient guère dépassé la technologie du charbon et de l'acier de la révolution industrielle. Il s'occupait aussi des problèmes liés à la transition entre la féodalité et le capitalisme dans les pays qui n'étaient guère allés plus loin que l'artisanat et le système des corporations. Plus généralement, disons que Marx était préoccupé avant tout par les préconditions de la liberté (le développement technologique, l'unification nationale, l'abondance matérielle), plutôt que par les conditions de la liberté (la décentralisation, la formation de communautés, l'échelle humaine, la démocratie directe). Ses théories étaient encore ancrées dans le domaine de la survivance, non dans le domaine de la vie.

Une fois ceci compris, on peut alors replacer le legs théorique de Marx dans une perspective plus significative celle qui permet d'en séparer les fructueuses contributions de leurs chaînes historiquement limitées et vraiment paralysantes pour notre époque. La dialectique marxiste, les nombreuses contributions fondamentales fournies par le matérialisme historique, la superbe critique des rapports marchands, de nombreux éléments des théories économiques, la théorie de l'aliénation et surtout la notion que la liberté a besoin de préconditions matérielles tout cela est un apport durable pour la pensée révolutionnaire.

Pour les mêmes raisons, l'insistance de Marx au sujet du prolétariat industriel considéré comme « l'agent » du changement révolutionnaire, son « analyse de classe » pour expliquer le passage d'une société de classes à une société sans classes, son concept de la dictature du prolétariat, son insistance sur le centralisme, sa théorie du développement capitaliste qui tend à confondre capitalisme d'Etat et socialisme, son plaidoyer en faveur de l'action politique par l'intermédiaire des partis électoralistes tout ceci, et de nombreux autres concepts qui s'y rapportent, est faux dans le contexte contemporain, et était même comme nous allons le montrer déjà trompeur à son époque. Ils ont été engendrés par les limitations de sa vision, ou plus exactement par les limitations de son époque. Ils ne sont compréhensibles que si l'on se rappelle que Marx considérait le capitalisme comme un progrès historique, comme un stade indispensable avant le développement du socialisme, et ils ne furent pratiquement applicables qu'à l'époque où l'Allemagne, en particulier, était confrontée à des tâches bourgeoises démocratiques et à l'unification nationale. En exposant ce point de vue rétrospectif, nous n'essayons pas de dire que Marx avait raison de tenir un tel raisonnement, mais simplement que ce raisonnement n'est compréhensible que s'il est replacé dans son contexte historique et local.

De même que la révolution russe comportait un mouvement souterrain des masses en conflit contre le bolchevisme, de même il existe un mouvement souterrain historique en conflit avec tous les systèmes d'autorité. Ce mouvement est entré dans l'histoire sous le nom d'« anarchisme », bien qu'il n'ait jamais été doté d'un corps de textes sacrés ou d'une idéologie unique. L'anarchisme est un mouvement viscéral de l'humanité contre la contrainte sous toutes ses formes, qui remonte à l'époque même où apparurent la société de propriété, le pouvoir de classe et l'Etat. Depuis cette époque, les opprimés ont résisté à toutes les formes d'emprisonnement du développement spontané de l'ordre social. Quel que soit le nom qu'on choisisse de lui donner, l'anarchisme a toujours surgi au premier plan de la scène sociale dans les plus importantes périodes de transition entre deux ères historiques. Le déclin du vieux monde féodal fut le témoin de l'apparition de mouvements de masse qui, dans certains cas, avaient un caractère farouchement dionysiaque, et qui réclamaient la fin de tous les systèmes d'autorité, de privilège et de contrainte.

Les mouvements anarchistes du passé ont échoué en grande partie parce que la pénurie matérielle, due au faible niveau de la technologie, faussait obligatoirement toute harmonisation organique des intérêts humains. Toute société qui ne pouvait promettre plus que l'égalité dans la pauvreté, tendait irrésistiblement à restaurer un nouveau système de privilèges. En l'absence d'une technologie capable de réduire d'une manière appréciable la journée de travail, l'obligation de travailler faussait les institutions sociales basées sur l'autogestion. Les girondins de la révolution française reconnurent avec perspicacité qu'ils pouvaient utiliser la journée de travail contre le Paris révolutionnaire. Pour exclure des sections les éléments les plus radicalisés, ils essayèrent de faire passer une loi qui aurait imposé

aux réunions d'assemblées de se terminer avant 9 heures du soir, heure à laquelle les ouvriers parisiens revenaient de leur travail. Ce n'est donc pas seulement les techniques pratiques manipulatoires et la trahison des organisations « d'avant-garde » qui mirent un terme aux phases anarchiques des révolutions du passé, c'est bien aussi les possibilités matérielles limitées de ces époques révolues. Les « masses » étaient en effet toujours obligées de retourner à leur travail quotidien et, de ce fait, elles jouissaient rarement de la liberté d'établir des organes d'autogestion capables de durer au-delà de la révolution.

Cependant des anarchistes tels que Bakounine ou Kropotkine avaient raison de critiquer Marx pour son insistance au sujet du centralisme et ses notions élitistes d'organisation. Le centralisme a-t-il été, dans le passé, absolument nécessaire au progrès technologique ? L'Etat national était-il indispensable à l'expansion du commerce ? Est-ce que le mouvement ouvrier a bénéficié de l'apparition d'entreprises économiques extrêmement centralisées et d'Etats « indivisibles » ? Nous avons toujours tendance à accepter sans les critiquer ces principes marxistes, en grande partie parce que le capitalisme s'est développé dans un milieu politique centralisé. Les anarchistes du siècle passé nous ont pourtant averti que l'approche centralisatrice de Marx, dans la mesure où elle aurait une influence sur les événements, aurait pour conséquence de tellement consolider la bourgeoisie et l'appareil d'Etat, que le renversement du capitalisme en deviendrait extrêmement difficile. Les partis révolutionnaires en recopiant ces caractéristiques centralisatrices et hiérarchisantes, ne feraient que reproduire la hiérarchie et la centralisation dans la société post-révolutionnaire.

Bakounine, Kropotkine et Malatesta n'étaient pas assez naïfs pour croire que l'anarchie pourrait être instaurée du jour au lendemain. En imputant cette idée à Bakounine, Marx et Engels déformèrent volontairement les conceptions des anarchistes russes. De même, jamais les anarchistes du siècle passé n'ont cru que l'abolition de l'Etat impliquait de « déposer les armes » immédiatement après la révolution, ainsi que Marx l'a dit d'une manière obscurantiste, et ainsi que Lénine l'a répété étourdiment dans « l'Etat et la Révolution ». En fait, beaucoup de ce qui passe pour être du « marxisme » dans « l'Etat et la Révolution » est de l'anarchisme pur et simple : le remplacement des corps armés professionnels par des milices révolutionnaires, le remplacement des corps parlementaires par des organes d'autogestion. Ce qui est authentiquement marxiste dans le pamphlet de Lénine, c'est l'exigence d'un « centralisme strict », l'acceptation d'une « nouvelle » bureaucratie et l'identification des soviets à l'Etat.

Les anarchistes du siècle passé étaient profondément préoccupés par le problème de la réalisation de l'industrialisation sans écrasement de l'esprit révolutionnaire des « masses » et sans retarder par de nouveaux obstacles leur émancipation. Ils craignaient que la centralisation ne renforce la capacité de la bourgeoisie à résister à la révolution, et n'inspire aux travailleurs le sens de l'obéissance. Ils essayèrent de sauver toutes les formes communautaires précapitalistes (telles que le mir russe ou le pueblo espagnol) qui auraient pu fournir un tremplin vers une société libre, d'un point de vue non seulement structurel, mais aussi spirituel.

C'est pour cela qu'ils insistèrent sur la nécessité de la décentralisation, même sous le capitalisme. Au contraire des partis marxistes, leur organisation portait une attention considérable à ce qu'ils appelaient « l'éducation intégrale » le développement de l'homme entier pour contrebalancer l'influence avilissante et banalisante de la société bourgeoise. Les anarchistes essayaient de vivre suivant les valeurs du futur dans la mesure où cela était possible dans la société capitaliste. Ils croyaient à l'action directe pour développer l'initiative des « masses », pour préserver l'esprit de la révolution, pour encourager la spontanéité. Ils essayèrent de développer des organisations basées sur l'aide mutuelle et la fraternité, dans lesquelles le contrôle aurait été exercé de bas en haut, et non de haut en bas.

Nous devons nous arrêter quelques instants pour examiner la nature des formes d'organisation anarchistes un peu en détail, ne serait-ce que parce que le sujet a été obscurci par une quantité effarante de conneries. Les anarchistes, ou tout au moins les communistes-anarchistes, acceptent la nécessité de s'organiser (27). Avoir à répéter cela devrait paraître aussi absurde que de discuter pour savoir si Marx pensait que la révolution sociale était nécessaire.

La véritable question qui se pose ici, ce n'est pas l'organisation contre la non-organisation, mais plutôt quelle sorte d'organisation les communistes-anarchistes essayent d'établir. Ce que les différentes sortes d'organisations communistes-anarchistes ont en commun c'est qu'elles se développent organiquement à partir de la base, au lieu d'être conçues au sommet. Ce sont des mouvements sociaux qui combinent un style de vie créatif et révolutionnaire à une théorie créatrice et révolutionnaire, et non des partis politiques dont le mode de vie ne peut être distingué de celui de leur environnement bourgeois et dont l'idéologie se réduit à des « programmes rigides » qui ont « fait leurs preuves ». Elles essaient de refléter le plus humainement possible la société libérée qu'elles cherchent à réaliser et non de recopier servilement le système dominant de hiérarchie, de classes et d'autorité. Elles sont construites autour de groupes intimes de frères et de soeurs des groupes d'affinité, dont la capacité à agir en commun est fondée sur l'initiative, des convictions librement acceptées et un profond engagement personnel, non sur un appareil bureaucratique incarné par des membres dociles, et manipulés d'en haut par une poignée de dirigeants omniscients.

Les communistes-anarchistes ne nient pas la nécessité d'une coordination entre les groupes, de la discipline, d'une planification méticuleuse et de l'unité d'action. Mais ils pensent que la coordination, la discipline, la planification et l'unité d'action doivent être réalisés volontairement, au moyen d'une autodiscipline basée sur la conviction et la compréhension, et non par la contrainte et une obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut. Ils essaient d'obtenir l'efficacité imputée au centralisme, au moyen du volontarisme et de l'analyse et non en établissant une structure hiérarchique et centralisée. Suivant les besoins et les circonstances, les groupes d'affinité peuvent atteindre cette efficacité au moyen d'assemblées, de comités d'action ou de conférences locales, régionales ou nationales. Mais ils s'opposent vigoureusement à l'établissement d'une structure organisationnelle qui deviendrait une fin en soi, de comités qui traînent après avoir accompli leurs tâches pratiques, d'une « direction » qui réduit le « révolutionnaire » à un robot inintelligent.

Ces conclusions ne sont pas le résultat d'impulsions fantaisistes et « individualistes » ; elles ont été engendrées par une étude exigeant des révolutions passées, de l'impact qu'ont eu les partis centralisés sur le processus révolutionnaire et de la nature des transformations sociales dans une époque d'abondance matérielle potentielle. Les communistes-anarchistes cherchent à préserver et à étendre la phase anarchiste qui constitue le point de départ de toutes les grandes révolutions sociales. Plus même que les marxistes, ils reconnaissent que les révolutions sont produites par des processus historiques profonds. Aucun comité central n'a jamais « fait » de révolution sociale. Au mieux, il peut monter un coup d'Etat et remplacer ainsi une hiérarchie par une autre, au pire, il peut, s'il a une large influence, arrêter un processus révolutionnaire. Un comité central est un organe dont le but est de conquérir le pouvoir, de recréer le pouvoir, de recueillir pour lui-même ce que les « masses » ont réalisé grâce à leurs efforts révolutionnaires. Il faut être complètement aveugle à tout ce qui s'est passé depuis deux cents ans pour ne pas reconnaître ces faits essentiels.

Sans que cela soit valide, il est tout de même compréhensible que, dans le passé, les marxistes aient réclamé un parti centralisé car la phase anarchiste de la révolution était toujours faussée par la pénurie matérielle. Economiquement, les « masses » étaient toujours obligées de retourner à leur labeur quotidien. Même en dehors des intentions réactionnaires des girondins de 1793, la révolution fermait « à 9 heures » ; elle était stoppée par le faible niveau technologique. Aujourd'hui, même cette dernière excuse a disparu du fait du développement d'une « technologie post-pénurielle », en particulier aux Etats-Unis, et en Europe de l'Ouest. Nous avons maintenant atteint un point où les masses peuvent commencer presque tous les jours à accroître énergiquement le « royaume de la liberté », dans le sens marxiste c'est-à-dire acquérir le temps libre nécessaire pour réaliser le plus haut degré d'autogestion.

Ce que les événements de mai-juin en France ont montré, c'est qu'il n'y avait pas besoin d'un parti centralisé, de type bolchevique (ces partis existent à profusion et sont restés bien en deçà des événements), mais qu'il y avait besoin d'une plus grande conscience dans les « masses ». Paris a démontré qu'il y a besoin d'une organisation pour propager systématiquement les idées, et non seulement des idées, mais des idéaux qui mettent en avant le concept d'autogestion. Ce qui manquait aux « masses » françaises, ce n'était pas un comité central ou un Lénine

pour les « organiser » et les « commander », c'était la conviction qu'elles auraient pu faire fonctionner les usines au lieu de simplement les occuper. Il est remarquable qu'aucun parti de type bolchevique en France ne fit sienne la revendication d'autogestion ; une telle revendication ne fut le fait que des anarchistes et des situationnistes (et, pour être juste, d'une bonne partie de la CFDT). (ndt)

Une organisation révolutionnaire est nécessaire mais il faut toujours garder clairement à l'esprit ce qu'est sa fonction. Elle comporte d'abord une tâche de propagande, « d'explication patiente », comme le note Lénine. Dans une situation révolutionnaire, l'organisation révolutionnaire présente les revendications les plus avancées : elle est prête à formuler à chaque tournant des événements et d'une manière extrêmement concrète les tâches immédiates qui doivent être remplies pour faire avancer le processus révolutionnaire. C'est elle enfin qui fournit les éléments les plus hardis aux organes de la révolution, du point de vue de l'action et de la décision.

De quelle manière les groupes communistes-anarchistes se différencient-ils donc des partis de type bolchevique ? Certainement pas sur des points tels que le besoin d'organisation, de coordination, de planification, de propagande sous toutes ses formes, ou la nécessité d'un programme social. Ils se distinguent fondamentalement des partis de type bolchevique par le fait qu'ils croient que les véritables révolutionnaires, doivent travailler dans le cadre des formes créées par la révolution, et non dans celui des formes créées par le parti. Cela veut dire que ce qui les intéresse, ce sont les organes révolutionnaires d'autogestion et non « l'organisation » révolutionnaire, ce sont les formes sociales et non les formes politiques. Les communistes-anarchistes cherchent à persuader les comités, les assemblées ou les soviets d'usine de se transformer d'eux mêmes en organes véritables d'autogestion populaire, ils ne cherchent pas à les dominer, à les manipuler, ou à les incorporer à un parti politique omniscient. Les communistes-anarchistes ne cherchent pas à construire une structure d'Etat au-dessus de ces organes populaires révolutionnaires, mais au contraire à dissoudre toutes les formes organisationnelles de la période pré-révolutionnaire (y compris la leur propre) dans ces véritables organes révolutionnaires.

Ces différences avec les partis de type bolchevique sont décisives. Malgré leur rhétorique et leurs slogans, les bolcheviques russes n'ont jamais cru aux soviets ; ils les considèrent comme des instruments du parti bolchevique, attitude que les trotskistes français ont fidèlement reprise vis-à-vis des assemblées étudiantes de la Sorbonne, les maoïstes français vis-à-vis de la CGT, et le PL vis-à-vis du SDS. Dès 1921, les soviets étaient virtuellement morts, et toutes les décisions étaient prises par le comité central bolchevique ou par le bureau politique. Non seulement les communistes-anarchistes cherchent à empêcher les partis marxistes de répéter ce coup, mais ils cherchent aussi à empêcher leur propre organisation de jouer un rôle similaire. Par conséquent, ils essaient d'éviter l'apparition parmi eux d'une bureaucratie, d'une hiérarchie et des élites. De plus, et ce n'est pas le moins important, ils essaient de se refaire eux-mêmes ; d'arracher de leur propre personnalité cette propension à l'autoritarisme et à l'élitisme qui, dans une société basée sur la propriété, est assimilée presque dès la naissance. Si le mouvement anarchiste se sent concerné par le style de vie, ce n'est pas seulement parce qu'il est préoccupé de sa propre intégrité, mais aussi de l'intégrité de la révolution elle-même (28).

Au milieu de la multitude déconcertante de courants idéologiques de notre époque, une question doit toujours rester au premier plan : pourquoi essayons-nous de faire une révolution ? Est-ce que nous essayons de faire une révolution pour recréer une hiérarchie, et ainsi en agitant devant les yeux de l'humanité un rêve obscur de liberté future ? Est-ce pour développer encore plus le progrès technologique de manière à créer une abondance de biens encore plus grande que celle qui existe déjà ? Est-ce pour « éгалer » la bourgeoisie ? Est-ce pour amener le PL au pouvoir ? Ou le parti communiste ? Ou le Socialist Workers Party ? Est-ce pour émanciper des abstractions telles que le « prolétariat », le « peuple », « l'histoire », la « société » ?

Ou est-ce finalement pour dissoudre la hiérarchie, la règle de classes, la contrainte pour permettre à chaque individu de prendre le contrôle de sa vie quotidienne ? N'est-ce pas pour rendre chaque instant aussi merveilleux qu'il pourrait l'être et la vie de chaque individu aussi comblée que possible ? Si le véritable but de la révolution est d'amener au pouvoir les hommes néanderthaliens du PL, ça ne vaut vraiment pas la peine de la faire. Il est à peine

besoin de discuter la question stupide de savoir si le développement individuel peut être séparé du développement social et communautaire ; les deux vont évidemment ensemble. La base de l'homme entier est une société entière ; la base de l'homme libre est une société libre.

Ces problèmes étant mis de côté, nous sommes cependant toujours confrontés à la question que Marx souleva en 1850 : Quand allons-nous commencer à prendre notre poésie dans le futur au lieu du passé ? On doit laisser les morts enterrer les morts. Le marxisme est mort parce qu'il était enraciné dans une ère de pénurie matérielle ; parce que ses possibilités étaient limitées par le besoin matériel. Le message social le plus important du marxisme est que la liberté a des préconditions matérielles : il faut survivre pour pouvoir vivre. Grâce au développement d'une technologie que la science fiction la plus délirante n'aurait jamais pu concevoir du temps de Marx, les possibilités d'une société post-pénurielle s'offrent maintenant à nous. Toutes les institutions de la société basée sur la propriété, les règles de classe, la hiérarchie, la famille patriarcale, la bureaucratie, la ville, l'État sont maintenant sur leur déclin. Aujourd'hui, la décentralisation n'est pas seulement désirable en tant que moyen pour retrouver une échelle humaine ; elle devient nécessaire pour recréer une écologie viable, pour protéger la vie de cette planète, des polluants destructeurs et de l'érosion du sol, pour préserver le renouvellement d'une atmosphère respirable et l'équilibre de la nature. La promotion de la spontanéité est nécessaire si l'on veut que la révolution sociale rende à chaque individu le contrôle de sa vie quotidienne.

Les anciennes formes de lutte ne disparaissent pas totalement, avec la décomposition de la société de classes, mais elles sont transcendées par les problèmes d'une société sans classes. Il n'y aura pas de révolution sociale sans ralliement des travailleurs ; c'est pourquoi ils ont besoin de notre solidarité active chaque fois qu'ils mènent une lutte contre l'exploitation. Nous combattons les crimes sociaux partout où ils apparaissent, et l'exploitation industrielle est un crime social profond.

Mais de même, le racisme, le refus du droit des peuples à l'autodétermination, l'impérialisme, la pauvreté sont des crimes sociaux graves et, pour la même raison, la pollution, l'urbanisation sauvage, la méchante socialisation de la jeunesse et la répression sexuelle. Nous ne faisons pas « d'alliances » ; au contraire, nous essayons de détruire les barrières elles-mêmes qu'elles soient de classe, culturelles, institutionnelles ou psychologiques qui rendent les alliances nécessaires. La condition préliminaire à l'existence de la bourgeoisie est le développement du prolétariat. Le capitalisme, en tant que système social, présuppose l'existence des deux classes, il est perpétué par le développement des deux classes. On ne commence à miner le pouvoir de classe que dans la mesure où on encourage la déclassification des classes non bourgeoises, au moins institutionnellement, psychologiquement et culturellement. Pour la première fois dans l'histoire, et grâce au progrès technologique de notre époque, la phase anarchiste qui a ouvert toutes les grandes révolutions du passé peut être préservée et devenir une condition permanente. Les institutions anarchistes de cette phase les assemblées, les comités d'usine, les comités d'action peuvent être stabilisées et devenir les éléments d'une société libérée, les éléments d'un système nouveau d'autogestion. Saura-t-on construire un mouvement capable de les défendre ? Peut-on créer une organisation composée de groupes affinitaires qui soient capables de se dissoudre dans des institutions révolutionnaires ? Ou veut-on créer un parti hiérarchisé, centralisé, bureaucratique, qui essaiera de les dominer, de les supplanter et, finalement, de les détruire.

Ecoute marxiste ! L'organisation que nous essayons de construire est à l'image de la société que notre révolution créera. Ou bien nous nous dépouillerons du passé en nous même et dans nos groupes ou bien il n'y aura simplement pas de futur à conquérir.

« **Anarchos** », mai 1969

[Notes]

26. Cf. lettres citées en introduction à « la Guerre civile en France ».

27. Le terme « anarchiste » est un terme générique, comme celui de « socialiste », et il y a probablement autant de sortes différentes d'anarchistes qu'il y en a de socialistes. Dans les deux cas, l'éventail va des individus dont les vues sont une extension du libéralisme (les « anarchistes individualistes », les sociaux-démocrates), jusqu'aux communistes révolutionnaires (les anarchistes-communistes, les marxistes, léninistes et trotskystes révolutionnaires). En parlant d'anarchistes ici, nous nous référons aux anarchistes-communistes, non pas aux disciples de Max Stirner et aux admirateurs de Paul Goodman. Les différences entre les anarchistes communistes et les écoles réformistes ou individualistes sont aussi importantes que celles qui existent entre socialistes réformistes et communistes révolutionnaires.

28. C'est cet objectif, pourrions-nous ajouter, qui motive le dadaïsme anarchiste la fête anarchiste et qui fait apparaître des rides de consternation sur les faces de bois des types du PL. Le « trip » anarchiste fait éclater les valeurs internes héritées de la société hiérarchique, fait exploser les rigidités créées par le processus bourgeois de socialisation. C'est une tentative pour abattre le sur-moi qui exerce un effet paralysant sur la spontanéité, l'imagination et la sensibilité ; en fait, c'est une tentative de restauration du désir, du possible et du merveilleux de la révolution comme joyeuse fête libératrice.

Nous avons reçu :

« Etudes polémologiques », n° 4 (« Si tu veux la paix, connais la guerre »), 7, rue Gutenberg, Paris 15e. Ce numéro 8 F.

« Solidarité », soutien aux prisonniers politiques espagnols, Antoine Alvarez, 27, rue des Paradoux, 31 Toulouse.

« Le Legs de Caïn », créations collectives du Living Theatre au Brésil, 122 pages, 15 F. Bélibaste édit., 25, rue des Boulangers, Paris 5e.

« Vouloir la paix », brochure de 32 pages, 5 F, fruit d'un travail d'équipe. Publication Vecteur, 14, rue de Crussol, Paris 11e.

« Entraînement à l'action non violente », brochure de l'Internationale des résistants à la guerre, 3 Caledonian Road, London NI 9 DX, England (64 pages, en français).

« Le Gros Pétard du pauvre », journal de lycéens de Rouen, supplément à « Front libertaire », n° 14.

Et les correspondants locaux
